

LA RÉFORME

جريدة الظهور

VOTRE JOURNAL DE MIDI

لاريمورم

« LA RÉFORME » est votre journal. Il a toujours défendu et défendra vos droits et vos intérêts, comme aussi il se fera toujours le porte-parole de vos aspirations.

Adressez-vous à « LA RÉFORME » chaque fois que vous avez besoin d'un conseil ou de formuler une plainte.

REDACTION

20, Salah El Dine. — Tél. 20269.

LES FORCES ANGLO-FRANÇAISES ONT REÇU L'ORDRE D'ENTRER DANS LA ZONE DU CANAL

Jusqu'à 11 h., Port-Saïd était calme

Les avions de transport ont quitté Chypre

Les événements se précipitent. Tout indique que l'Égypte est en train d'être attaquée dans la Zone du Canal de Suez par d'importantes forces aéroportées et navales franco-anglaises.

L'ORDRE DE DÉBARQUEMENT
Londres, (R). — Les dirigeants français et britanniques, après une réunion cruciale tôt ce matin, ont donné à leurs forces armées de la Méditerranée le signal : « En avant » pour pénétrer dans la zone du Canal de Suez.

LES AVIONS QUITTENT CHYPRE
Nicolas, (R). — Les avions de transport de la R.A.F. ont commencé à prendre leur vol de Nicolas pour une destination inconnue vers le Sud, ce matin à l'aube, rapportent des sources de l'aérodrome.

LES FORCES ANGLO-FRANÇAISES
Londres, (R). — Les journaux britanniques consacrent aujourd'hui la plupart de leurs pages principales à la crise dans le Moyen-Orient.

NETTE DIVISION DE L'OPINION ANGLAISE
Londres (R). — Le «Times», commentant aujourd'hui l'ultimatum anglo-français à l'Égypte et à Israël a dit : «La hardiesse rapporte souvent. Il y a tout lieu d'espérer qu'il en sera ainsi maintenant.

L'ÉGYPTÉ n'a pas été surprise

(De notre correspondant au Caire)

Peut-être la caractéristique la plus curieuse de l'extraordinaire situation actuelle est l'absence totale de toute surprise de la part des autorités et de l'opinion égyptienne, concernant les événements qui se produisent.

On peut pratiquement dire que ces événements se déroulent suivant un horaire prévu de tout le monde, et que la surprise serait qu'ils ne se déroulent pas dans l'ordre prévu !

Par exemple, l'étonnante déclaration de M. Eden annonçant que la France et l'Angleterre avaient demandé à l'Égypte de permettre le débarquement de troupes franco-anglaises à Port-Saïd, Ismailieh et Suez, non seulement n'a étonné personne, mais la réaction à cette demande semblait être prête d'avance !

Déjà, en effet, une manœuvre s'était dessinée hier matin, dans certains milieux, pour « faire assumer » aux Trois Puissances Occidentales les signataires de la déclaration tripartite, leurs responsabilités concernant le maintien du statu quo en Palestine. Cette manœuvre a échoué.

L'Égypte a refusé fut-ce même d'évoquer cette déclaration, estimant que ceci équivaudrait automatiquement à reconnaître aux puissances occidentales le droit d'intervenir militairement.

Pour l'énoncer crûment : il ne fait de doute à personne au Caire qu'Israël travaille, cette fois-ci, pour le compte des Anglo-Français, et que les Américains sont extrêmement ennuyés par une situation d'une extrême complexité dans laquelle naissent cependant leurs alliés, qui n'ont presque plus rien à perdre au point de vue créédit auprès de l'opinion publique arabe.

alerte aérienne fut annoncée par les sirènes mais le public continua à circuler dans la rue dans la plus complète indifférence.

Dans les journaux, des annonces commencent à paraître : « Entrepreneurs spécialisés dans construction abris. S'adresser à... »

Le commandement et les autorités égyptiennes manifestent une confiance totale et gagnent jusqu'au plus humble des citoyens.

Cependant, tant du point de vue militaire que politique, rien n'est laissé au hasard.

L'Égypte ne cache pas qu'elle attend beaucoup des États-Unis qui, dans cette affaire précise, ont clairement démontré qu'ils n'épargnaient aucun effort pour arrêter les visées d'Israël, dont ils semblaient être au courant depuis quelques jours déjà.

Plus particulièrement, l'Égypte attend de M. Eisenhower l'application de sa promesse qu'il n'épargnera pas l'aide américaine au pays victime d'une agression.

On s'attend ici hier soir à ce que la qualité d'agresseur soit appliquée officiellement à Israël à l'issue des délibérations du Conseil de Sécurité, et que l'URSS prendrait la tête d'un mouvement dans ce sens. Cependant, on prévoyait des manœuvres d'obstruction de la part de certaines puissances occidentales.

Après les parachutistes, selon le correspondant du «Daily Mail» viendront les avions de transport de troupes qui ont l'ordre d'atterrir sur les anciens aérodromes de la RAF le long du Canal.

Le correspondant militaire du «Daily Herald» écrit : «Une puissante flotte britannique — comprenant trois porte-avions — est en train de converger vers la côte méditerranéenne de l'Égypte.»

Le «Daily Telegraph», conservateur appuyant la thèse de l'action immédiate, dit : «Il vaut beaucoup mieux se saisir de cette affaire avant qu'elle échappe à tout contrôle.»

Le «Daily Herald», travailliste, déclare : «Anthony Eden risque de déshonorer les puissances occidentales. Il offense les membres importants du Commonwealth britannique. Et il divise le peuple britannique à une heure grave de son histoire.»

Le «Daily Sketch» à grand tirage, journal de droite, déclare : «Jamais un homme d'État n'a été aussi prévoyant et aussi pleinement justifié à prendre des décisions impopulaires qu'Anthony Eden au sujet de ses préparatifs militaires dans le Moyen-Orient.»

Le «Daily Workers», communiste, écrit : «A moins que le peuple britannique et par dessus tout le mouvement organisé des travailleurs repudient Eden et arrêtent ses projets, ce pays se trouvera en guerres.»

Le «Financial Times» quotidien, dit : «Le Gouvernement a assumé une grave responsabilité. Il a eu raison de le faire.»

sur la côte méditerranéenne de l'Égypte.

Le «News Chronicle» informe : «Hier soir les troupes françaises et britanniques se massaient au large de l'Égypte, prêtes à occuper les villes de Port-Saïd, Ismailia et Suez, sur le Canal de Suez.»

Le correspondant du «Daily Mail» annonce qu'une puissante armada anglo-française mouillait depuis hier, à 24 kms. au large de Port-Saïd, avec 18.000 hommes attendant l'ordre de débarquement.

«L'information publiée par «son département de guerre» annonce : «On s'attend d'une heure à l'heure à ce que les troupes britanniques réoccupent les bases du Canal de Suez qu'elles avaient évacuées en 1954.»

Le correspondant militaire du «Times» dit qu'au moment où les troupes britanniques entrent à Port-Saïd, Ismailia et Suez, «elles seront en position de contrôler tous les mouvements en Égypte et dans le Sinaï.»

L'Amirauté et le War Office maintiennent ici un strict silence au sujet des mouvements de troupes et les informations des journaux au sujet de la puissance des forces navales anglo-françaises varient.

«Yorkshire Post» : «Entre temps les mesures anglo-françaises, aussi limitées qu'elles soient, constituent un pas dans la bonne direction.»

TENSION ENTRE LES ETATS-UNIS ET LES ANGLO-FRANÇAIS

Le gouvernement américain manifeste son «mécontentement extrême» d'avoir été tenu dans l'ignorance

Washington (R). — Le secrétaire d'Etat aurait, croit-on, exprimé son «extrême mécontentement» aux ambassadeurs britannique et français à Washington parce que leurs pays auraient négligé de consulter les Etats-Unis avant d'envoyer leur ultimatum à l'Égypte et à Israël.

L'action du Président en rendant public son appel personnel au premier ministre britannique Sir Anthony Eden, afin d'empêcher une action anglo-française dans le Canal de Suez, avant que son appel ait atteint Londres, est cité ici comme une preuve du mécontentement de M. Eisenhower au sujet de la situation.

M. Dulles a eu des entretiens urgents avec le chargé d'affaires britannique M. John Coulson et l'ambassadeur français M. Hervé Alphand, après que Sir Anthony Eden ait annoncé hier à la Chambre des Communes l'ultimatum anglo-français pour la cessation des combats près du Canal de Suez.

De nombreux fonctionnaires semblent choqués aujourd'hui de cette scission anglo-américaine et du fait sans précédent créé par la Grande-Bretagne et la France qui n'ont pas seulement fait usage du veto mais l'ont employé contre une résolution des Etats-Unis.

Dans l'atmosphère fiévreuse actuelle, les accusations circulent sous forme privée et

selon lesquelles l'invasion israélienne fait partie d'un complot pour fournir une excuse à une intervention britannique et française dans la zone du Canal.

CRITIQUES DEMOCRATES
M. Adlai Stevenson, candidat démocrate à la présidence, a dit hier soir dans un discours à Philadelphie, qu'il avait prédit depuis un an la crise du Moyen-Orient.

«La seule manière d'éviter les effusions de sang et la violence le long des frontières et de maintenir les troupes des antagonistes séparées.»

A San Diego, le vice-président Richard Nixon avait délégué M. Stevenson de dire comment il curait pu prévenir les combats entre Israéliens et Égyptiens.

A New-York, le gouverneur Averell Harriman, démocrate, a dit dans un discours que le veto de la Grande-Bretagne et de la France au Conseil de Sécurité qui a bloqué la résolution américaine, «peut nous faire réaliser jusqu'à quel point est tombé notre prestige mondial.»

WASHINGTON «ETAIT INFORMÉ» DIT LONDRES
Londres, (AFP). — De source autorisée anglaise, on indique que le gouvernement américain a été informé de la décision concernant la sauvegarde du Canal de Suez, prise au cours des conversations franco-britanniques et an-

noncées aux Communes par Sir Anthony Eden.

DEMENTI DU FOREIGN OFFICE
Londres, (AFP). — Interrogé au sujet des affirmations du journal américain NEW YORK HERALD TRIBUNE, selon lesquelles de hauts fonctionnaires américains estimaient que l'attaque israélienne avait eu l'approbation tacite de la France et de la Grande-Bretagne, le porte-parole du Foreign Office a déclaré :

«Je ne peux parler naturellement qu'au nom du gouvernement britannique, mais je dois dire qu'en ce qui concerne l'Angleterre ces affirmations sont complètement fausses.»

«Je ne peux parler naturellement qu'au nom du gouvernement britannique, mais je dois dire qu'en ce qui concerne l'Angleterre ces affirmations sont complètement fausses.»

Le porte-parole a indiqué en outre que les conversations tripartites se poursuivaient actuellement à Washington.

Enfin, le porte-parole a précisé que les autorités britanniques n'avaient pas consulté aux ressortissants anglais résidant en Israël de quitter le pays.

VIVES REACTIONS A L'ETRANGER
Les réactions rapportées par Reuter dans les capitales du monde sont les suivantes : Nouvelle-Delhi. — Le premier ministre M. Nehru, croit-on savoir, serait en train d'étudier l'annulation de son départ en avion dans le sud de l'Inde pour inau-

gurer le nouvel état d'Andhra.

Des fonctionnaires ont déclaré avoir été «stupéfaits» par les veto anglo-français au Conseil de Sécurité.

Ottawa. — Le ministre canadien des affaires extérieures, M. Lester Pearson, a déclaré que le Canada regrette que la Grande-Bretagne et la France aient jugé nécessaire de présenter un ultimatum appuyé par la force. Il a dit que le Canada n'avait pas été consulté à l'avance sur cette action commune.

CE QUE DIT RADIO-MOSCOW
Paris (AFP). — Faisant état pour la première fois de l'ultimatum de la France et de la Grande-Bretagne à l'Égypte et à Israël, Radio-Moscow a souligné hier soir qu'il est à remarquer que cet ultimatum s'adresse aux deux nations alors que c'est Israël qui a envahi le territoire de l'Égypte.

Cet ultimatum s'adresse en réalité à l'Égypte, a ajouté Radio-Moscow, car la Grande-Bretagne et la France n'ont pas caché à ce pays que «il ne s'inclinait pas, les troupes franco-anglaises occuperaient la région du Canal.»

Moscou, selon deux asiatiques présents à la réception offerte au Kremlin en l'honneur du premier ministre afghan, MM. Boulgarine et Khrouchtchev auraient déclaré que l'Union Soviétique est très soucieuse de la situation au Moyen-Orient, et elle estime que le problème devrait être immédiatement soumis au Conseil de Sécurité en vue de sa solution.

VICTOIRE DE KHROUCHTCHEV SUR LES «DURS»

L'U. R. S. S. offre d'évacuer les pays satellites

0.000 victimes à Budapest où les insurgés pourchassent la police politique tandis que les Russes se retirent

Moscou — (R) — La Russie a promis de relâcher son étreinte sur les Etats communistes européens, emprise qui avait commencé après la dernière guerre, sous le régime de Staline.

Une déclaration émise hier soir par le gouvernement soviétique offre de retirer les troupes russes après consultations, de Hongrie, Roumanie et Pologne et semble également disposé à démanteler l'appareil tout entier du contrôle soviétique sur les démocraties populaires.

Les observateurs occidentaux disent que la politique post-stalinienne, — que l'on attribue généralement au leader du parti communiste Nikita Khrouchtchev, — a nettement triomphé sur ceux qui ne voulaient pas apporter des changements catégoriques dans les relations avec les voisins plus petits de la Russie.

On pense que ces hommes comprennent deux premiers vice-présidents du Conseil des ministres : Vyacheslav Molotov et Lézar Kaganovitch.

Les observateurs disent que si cette décision, telle qu'exprimée dans la déclaration, est confirmée à la réunion du comité central du parti communiste, d'ici un mois, elle aurait un effet sur l'histoire du monde comparable à celle du retrait de la Grande-Bretagne de l'Inde.

L'EVACUATION DES TROUPES SOVIETIQUES
Vienne (R) — On s'attend à ce que les derniers contingents de troupes russes quittent Budapest aujourd'hui, après une semaine de révolution sanglante au cours de laquelle on estime le nombre de victimes à 20.500 entre morts et blessés.

Les victimes, selon les estimations de sources hongroises, sont : 2.500 soldats russes tués et 5.000 blessés, et 13.000 Hongrois morts ou blessés, y compris 3.000 nationalistes armés.

LE CARDINAL MINDSZENTY
Budapest est aujourd'hui dans l'expectative d'accueillir le Cardinal Josef Mindszenty, primat de Hongrie, que l'on disait hier soir être en route pour Budapest, de retour de son «exil.»

Ronald Farquhar, correspondant de Reuter à Budapest, a dit hier soir que Budapest est calme maintenant, bien qu'il y ait encore quelques soldats soviétiques et des tanks sur la Place du Parlement.

ALLEGRESSE
Mais les Hongrois, joyeux, ont porté des toasts et bu du vin après avoir entendu la nouvelle que le retrait des troupes soviétiques de Budapest a commencé.

LA CHASSE A LA POLICE
Au début de la journée, la tension avait monté dans la capitale lorsque des nationalistes armés s'étaient répandus dans les rues provenant des casernes Kilian d'où les tanks soviétiques s'étaient retirés après une bataille qui avait duré plusieurs jours.

Les nationalistes parcouraient les rues pourchassant la police de sécurité qu'ils avaient violemment combattue, comme aussi les troupes soviétiques depuis le début de la révolution, mardi dernier.

BOUCHERIE
Au cours de la journée, des tanks soviétiques battant drapeau hongrois avaient tiré sur de nom-

breux nationalistes qui étaient en train de «faire sortir» des hommes de la police de sécurité du quartier-général du parti communiste de la ville.

Un témoin oculaire a déclaré : «Les gens tombaient comme des mouches. C'était terrible, une véritable boucherie.»

La chasse aux hommes de la police de sécurité a continué jusqu'à tard dans la nuit avec des patrouilles armées de soldats hongrois, de la police vicile et des civils — jeunes et vieux — qui fouillaient les rues éclairées faiblement.

Les nationalistes pénétrèrent dans une maison à Budapest et pendirent un homme qui, disaient-ils, avait livré leurs camarades à la police de sécurité.

PAS DE FAMINE
Toute la journée, de longues queues se formaient devant les magasins de ravitaillement, mais les observateurs disent que le manque d'aliments ne semble pas être aigu.

NAGY ANNONCE LE DEPART DES Russes
Vienne (AFP) — La radio de Budapest a annoncé hier que les troupes russes avaient commencé à évacuer la capitale hongroise.

En même temps qu'était diffusée la nouvelle, contenue dans un communiqué du président du Conseil Imre Nagy, ce dernier lançait un nouvel appel à l'ordre à la population hongroise.

Auparavant, Radio-Budapest avait annoncé que le gouvernement hongrois avait demandé au commandant soviétique dans la capitale de faire quitter la ville à ses troupes, et réitéré la demande d'ouverture immédiate de négociations pour le retrait de Hongrie des troupes russes.

CABINET DE COALITION
Prenant, d'autre part, la parole au micro de Radio-Budapest, le chef du gouvernement a déclaré : «Dans l'intérêt de la démocratie

hongroise, nous en terminons avec le système du parti unique, et nous reviendrons au système de coalition de 1945.»

M. Nagy a ensuite annoncé la formation d'un Cabinet restreint, composée MM. Imre Nagy, Zoltan Tildy, Bela Kovacs, Janos Kadar, Geza Tsoncy et Ferenc Erdei, le parti social-démocrate devant nommer prochainement un représentant.

M. Nagy a conclu en adjurant une nouvelle fois «tous les Hongrois de maintenir l'ordre et de ne plus faire couler le sang.» Il a assuré que le gouvernement était «d'accord avec tous les conseils des travailleurs de province pour l'organisation d'élections libres.»

NAGY N'A PAS SIGNE L'APPEL AUX TROUPES Russes
Budapest (AFP) — M. Imre Nagy n'a pas signé le décret demandant l'aide militaire soviétique en Hongrie, ni le décret sur la loi martiale, annonce un communiqué de Radio-Budapest, qui diffuse l'agence hongroise MTI.

Le communiqué précise que ces décrets ont été signés par MM. Erne Geroe et Andras Hegedus.

SOUS-PRESSE BUDAPEST évacué par les Soviét
Vienne, (R.). — Radio-Budapest a dit aujourd'hui que, «d'après les rapports reçus, les troupes russes ont évacué la capitale hongroise.»

La nuit a été calme à l'exception de quelques coups de feu sporadiques à Budapest, a ajouté la radio.

ALEXANDRIE NOTRE VILLE

Les ports égyptiens fermeront du coucher du soleil au lever du soleil

Le Commandant du port d'Alexandrie a déclaré, hier, que conformément aux instructions reçues des hautes autorités, les ports égyptiens seront fermés à la navigation depuis le coucher jusqu'au lever du soleil, autrement dit pendant toute la durée de la nuit.

Pas de départ d'avions pendant la nuit

Les hautes autorités militaires, ont donné des instructions formelles à tous les aéroports et aéroports d'Egypte de n'autoriser aucun départ d'avion depuis le lever du soleil jusqu'au coucher — annonce notre confrère « Al Misra ».

Fixation des prix minima à la Bourse

La Commission de la Bourse des Valeurs s'est réunie, hier, pour examiner les mesures à prendre d'urgence pour enrayer la baisse des prix à la suite des événements qui viennent de se produire.

COLONIE FRANÇAISE D'ALEXANDRIE

COMMEMORATION DES MORTS

Le Comité de l'Union Française des Anciens Combattants et Soldats d'Alexandrie prie instamment ses membres de bien vouloir être présents à l'abbaye qui sera donnée au Cimetière Militaire le dimanche 4 novembre 1956 à 10 h. du matin.

ECHOS

× EGLISE PROTESTANTE D'ALEXANDRIE

À l'occasion de la Fête de la Réformation le dimanche 4 Novembre, un culte bilingue aura lieu au Presbytère de Camp-de-César. Il y a lieu de noter que le service commencera exceptionnellement à 11 h. a.m.

× LE NOUVEAU CONSUL GENERAL D'ITALIE AU CAIRE

M. Franco Rieni, nouveau consul général d'Italie au Caire, est arrivé vendredi dernier, accompagné de sa famille. Il a aussitôt pris possession de son poste.

× RETOUR DE MOSCOU

Une délégation d'hommes de lettres égyptiens est rentrée hier au Caire venant de Bucarest et de Moscou.

× DISPENSARE DE MINA-EL-BASSAL

Le Dispensaire de Mina-El-Bassal « Al-Moassat » a reçu les sommes suivantes représentant la quatrième liste :

- L.E. 100 The Choroim Benachi Cotton Co., L.E. 50 M. Constantin Georgiandji, L.E. 25 S.A. de Nettoyage et Pressage de Coton;
- L.E. 20 Banque Belge et Internationale en Egypte; L.E. 15 MM. Lebon & Co.; L.E. 15 MM. Reilly Bros. Ltd.; L.E. 10 Mobil Oil of Egypt (ex-Socony Vacuum Co.); L.E. 2 M. L. I. Palombo.

UN ARRETE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR ORDONNE LE BLACK-OUT PARTIEL

Aucune lumière ne doit être visible de l'extérieur et toutes les lampes doivent être peintes en bleu

M. Zakaria Mohieddine, ministre de l'Intérieur, a pris hier l'arrêté suivant, qui a été immédiatement communiqué à tous les gouvernorats et moudirichs en vue de sa stricte application.

Art. 1. — Dans l'éclairage public et privé, il sera tenu compte de ce qui suit :

1) Réduction de l'éclairage des rues publiques dans la plus grande limite possible. Seules seront éclairées les lampes peintes en bleu.

2) Pour l'éclairage à l'intérieur des bâtiments, des habitations et des établissements découverts de toutes sortes, il faut veiller à ce qu'aucune lumière blanche pouvant être aperçue de haut ne filtre à l'extérieur.

3) Les publicités lumineuses extérieures sont interdites.

4) Les lampes de tout et de côté des trams, des automobiles, des voitures et des bicyclettes doivent être peintes en bleu; à l'arrière de ces véhicules, une lampe rouge doit être installée.

5) L'utilisation des projecteurs est strictement interdite.

Art. 2. — Les instructions suivantes doivent être suivies en cas d'alerte aérienne telle qu'il est précisé :

1) Il faut veiller à ce que l'éclairage à l'intérieur des bâtiments et des habitations ne laisse pas filtrer une lumière quelconque pouvant être vue de dehors.

2) Les lumières dans les établissements découverts doivent être éteintes, sauf les lampes peintes en bleu sombre à condition que leur nombre ne dépasse pas le 1/5 (cinquième) des lampes utilisées.

3) Il est permis de laisser ouvertes les fenêtres des hôpitaux et des centres d'assistance, à condition que leurs lampes intérieures soient peintes en bleu sombre.

4) Il n'est permis d'utiliser des lampes électriques (batteries) sur la voie publique qu'à la condition qu'elles soient peintes en bleu sombre.

5) Nul n'est autorisé à se tenir dans les rues ou les terrasses des maisons. Celui qui se trouve dans la rue lors de l'alerte doit se réfugier dans le plus proche abri à moins qu'il ne soit en route pour sa maison ou le lieu de son travail; dans ce cas, il doit marcher sur le trottoir et autant que possible près du mur.

Art. 3. — En cas d'alerte aérienne, il est possible d'autoriser la circulation des trams, des automobiles et des voitures, sauf à éteindre les lampes de devant et se contenter des lampes de côté ou des petites lampes de devant.

Toutefois, les véhicules dont les lumières de devant sont couvertes conformément aux spécifications qui seront établies par la suite, mais qui n'ont pas de petites lampes de devant ou de côté non peintes en bleu sombre ne peuvent circuler.

Art. 4. — Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, peuvent circuler les automobiles, les motocyclettes et les véhicules des forces armées ou des véhicules qui rendent des services à la sécurité publique ou à la défense civile et qui portent des signes distinctifs.

Art. 5. — En cas d'alerte aérienne, il est interdit de faire circuler des véhicules à traction animale ou mécanique. Ces véhicules doivent stationner dans les rues adjacentes toutes lumières éteintes, à proximité des trottoirs, ou dans un terrain vague le plus loin possible des habitations si ces véhicules transportent des matières dangereuses comme le pétrole, la benzine, les explosifs ou toute autre matière inflammable.

Les conducteurs des trams, des véhicules et des automobiles doivent exécuter les instructions des membres de la défense civile ou de la police à ce sujet.

Art. 6. — Il est interdit aux automobiles et aux motocyclettes de dépasser la vitesse de vingt-cinq kilomètres à l'heure entre le coucher et le lever du soleil. L'arrière des véhicules à traction animale doit être peint en blanc de même que le garde-boue des bicyclettes si elles sont utilisées après le coucher du soleil.

Art. 7. — Il est interdit d'utiliser des sirènes ou tout autre instrument avertisseur ayant un son ressemblant à celui des sirènes affectées aux alertes aériennes.

INSTRUCTIONS SPECIALES POUR LES ZONES COTIERES

Art. 8. — Tout en tenant compte des dispositions précédentes, les instructions suivantes doivent être suivies dans les zones et villages côtiers :

a) Aucune lumière ne doit être visible du côté de la mer;

b) l'éclairage à l'intérieur des bâtiments, des habitations et des établissements de toutes sortes ne doit laisser filtrer aucune lumière blanche pouvant être vue directement de haut ou de l'extérieur;

c) Suspendre la circulation des trams, des automobiles, des véhicules et de tous les moyens de transport entre le coucher et le lever du soleil. Exception est faite pour les automobiles, les motocyclettes et les véhicules mentionnés à l'article 4 du présent arrêté.

Art. 9. — L'éclairage des navires et des bateaux qui mouillent ou qui naviguent de nuit dans les eaux territoriales ou intérieures sera restreint comme suit :

1) Les lumières des navires au mouillage doivent être éteintes sauf les lumières qui les indiquent de manière à ne laisser apparaître que la lumière nécessaire. En cas de marche, ne seront éclairés que les lumières nécessaires à la navigation;

2) En cas de chargement ou de déchargement de navire et en cas d'approvisionnement des navires en combustibles, il est permis d'éclairer les lumières nécessaires à cette opération.

En cas d'alerte aérienne, les navires et les bateaux doivent éteindre leurs lumières et stopper.

L'ALERTE D'HIER SOIR

Hier soir, vers onze heures moins quart, le signal d'alerte a été donné à Alexandrie.

L'éclairage partiel qui avait été ordonné dès le début de l'après-midi fut complètement éteint et tous les services de défense passive se rendirent à leurs postes avec une rapidité et dans un ordre remarquables.

Le signal de fin d'alerte a été donné vers 11 h. 30; fort heureusement, il n'y a rien à signaler.

Départ des Américains, des Anglais et des Allemands

Rapatriement de l'ambassadrice d'Angleterre, des épouses des hauts fonctionnaires et du personnel supérieur de la Société américaine des pétroles

Ainsi que nous l'avons annoncé, une grande partie des Américains, des Anglais et des Allemands qui se trouvent en Egypte se sont embarqués hier.

A la suite de l'ordre arrivé à la dernière heure de fermer l'aérodrome de Nouzha et celui du Caire, un certain nombre d'Américains qui attendaient au tefiche et dans la salle d'attente, ont dû s'écarter leur départ. Ainsi, tous les avions qui devaient passer par Tripoli et Athènes.

Toutefois, de nombreux résidents étrangers, et plus particulièrement des Américains et des Britanniques, ont été autorisés à quitter le Caire à bord d'appareils spéciaux de la BEA.

Lady Humphrey Trevelyan, épouse de l'ambassadeur de Grande-Bretagne au Caire ainsi que l'épouse du consul général de Grande-Bretagne et toutes les épouses des fonctionnaires de l'ambassade britannique au Caire ont quitté la Capitale hier matin à destination de Londres via Benghazi.

Dans la matinée d'hier, l'ambassade de Grande-Bretagne au Caire a renouvelé son appel à tous ses ressortissants de quitter l'Egypte.

A L'UNIVERSITE EGYPTIENNE

DECISIONS DU CONSEIL

Le Conseil d'administration de l'Université d'Alexandrie s'est réuni hier sous la présidence du Dr. Saïd Moustafa Saïd.

Il a décidé de déléguer le Dr. Moustafa El-Gebali, professeur à la Faculté d'Agriculture, au Soudan où il fera partie du Comité de recherches agricoles.

Les Drs. Khalil Makarios, de la Faculté de Médecine, Mohamed Ahmed Abdallah, Lotfi Aboul Elna et Gamal El Dine Ahmed Aly, de la Faculté de Médecine, ont été désignés pour représenter l'Université d'Alexandrie au 1er Congrès des travaux dentaires du Moyen-Orient qui se tiendra au Caire du 9 au 12 février 1957.

Les Drs. Moustafa Kamel et Galal Hafez Awad, de la Faculté des Sciences, ont été délégués par le Conseil au 1er Congrès Arabe du Pétrole qui se réunira au Caire en mars prochain.

Le Conseil a fixé au 10 novembre prochain la date des examens à l'Institut des Sciences Sociales.

PROMENADE à TRAVERS la PRESSE

Voici les mots que Salah Salem a employés dans AL CHAAB pour décrire la situation très grave qui règne depuis 48 heures aux frontières :

« Nous voulons savoir : est-ce parce que la mobilisation des réserves britanniques a échoué que la mobilisation d'Israël fut décidée ?

« C'est une conspiration cousue de fil blanc et en rapport étroit avec la crise que l'impérialisme a créée au Canal de Suez...

« Nous devons être plus que jamais vigilants. Rien n'est plus dangereux qu'un fauve blessé à mort...

AL AHRAH, à son tour, voit dans les derniers développements de la situation une conspiration cousue de fil blanc. Le journal remonte à quelque temps en arrière et rappelle :

« Quand les troupes irakiennes se déplacèrent en direction de la Jordanie, Israël annonça qu'elle en était inquiète. Elle l'a répété après la conclusion de l'accord militaire tripartite syro-égypto-jordanien, bien que cet accord n'a été signé qu'à la suite des agressions israéliennes.

« Qui donc ignore que l'Ouest est derrière Israël ?

« L'impérialisme a su qu'il était incapable d'affronter le nationalisme arabe et le voici qui pousse Israël à nous provoquer. C'est une nouvelle conspiration que nous déjouerons comme les précédentes...

AL GOMHOUREYA a annoncé avec éclat :

« Israël a commencé la guerre... Ceci était prévu. Les Etats-Unis ont rappelé leurs ressortissants. L'Angleterre a dit que la paix était en danger... tout indiquait l'imminence de la guerre... Voici donc que nous sommes devant une bataille décisive qui déterminera dans une grande mesure leur avenir.

« Nous avons face à nous non seulement Israël, mais également tout l'impérialisme. Il n'était pas possible d'éviter le combat. Il nous fallait soit défendre notre dignité, soit nous humilier.

« Les Arabes ont choisi de défendre leurs droits et leurs libertés... »

« Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne demeurent responsables du maintien du statu quo entre Israël et les Etats arabes en vertu de leur déclaration tripartite... Les Etats-Unis ont également promis qu'ils seront du côté du pays arabe... »

Enfin AL CHAAB a dit avec une émotion évidente :

« L'Egypte et le monde arabe affrontent en ces heures cruciales la bataille décisive qui déterminera dans une grande mesure leur avenir.

« Il faut que dans cette bataille nous mettions une fois pour toutes fin aux conspirations de l'impérialisme contre nous, et que nous mettions fin aux agressions sionistes contre nous... »

AL AKHBAR s'est attaché à réfuter les divers arguments invoqués par Israël pour avoir entrepris cette agression :

ON EN PARLE L'AMOUR ET L'ARGENT

L'histoire de Hanem (c'est le nom d'une belle enfant) mérite d'être contée.

Mariée à un bonhomme qui au poids des ans ajoutait l'incertitude du malade de ne pas être riche pour compenser ses rhumatismes et son râtelier, Hanem, après avoir larmoyé sur le sort cruel qui ne l'avait point nantie d'un époux beau comme Et-Atrache ou bien bâti comme le Tarzan de l'écran, décida un beau jour de quitter le foyer conjugal et de retourner chez son père.

Selon une tradition désormais classique.

Mais le mari, qui adorait sa Hanem, et ne pouvait point se passer de sa vénusité, s'en vint plaider sa cause et la supplier de reprendre la vie commune.

Jamais de la vie, s'exclama Hanem, outrée.

Puis, par un brusque revirement bien féminin et qui montre combien les filles d'Ève ont de la suite dans les idées, elle ajouta :

« J'accepte, mais à condition que tu me verses 50 livres. »

Cette synchronisation des joies conjugales avec la musique des gros sous a peut-être quelque chose d'assez effarant. Mais pour l'amour de sa Hanem le bonhomme accepta et lui remit une traite.

Etranges effets commerciaux d'une transaction sentimentale.

Naturellement, comme Hanem ne pouvait toucher la galette fautive de fonds mûrs, celui-ci ne possédant que ses fonds de culottes, la belle enfant resta chez ses parents.

Et le mari, bien marié, a dû avoir recours au tribunal qui, ces jours-ci, a enjoint à la jeune Hanem de réintégrer dans le plus bref délai le « sweet home » qu'elle avait abandonné, tout en trouvant sûrement son goût pour les banknotes.

Ainsi, Hanem n'aura pas les gros sous qu'elle escomptait et elle devra vivre auprès d'un époux qu'elle n'aime guère.

Mais le mari n'aurait-il pas été sage de laisser Hanem à ses rêves de haute finance ?

On ne met pas un bel oiseau en cage, surtout quand celle-ci n'est même pas dorée.

COMMISSION MUNICIPALE

La Commission Administrative Municipale a tenu, hier, sa réunion hebdomadaire, sous la présidence de M. Mohamed Kamal El Deeb, gouverneur d'Alexandrie.

L'assemblée a approuvé l'ouverture d'un crédit de 1000 livres au profit du Comité des Secours d'Hiver, à titre de contribution de la Municipalité.

Elle a également voté un crédit de 2.300 livres pour le transfert d'une partie des tombes du Cimetière Latin au Rond-Point, puis a expédié diverses questions secondaires et d'ordre intérieur.

L'enseignement de l'allemand dans les écoles

Le bulletin du ministère de l'Education et de l'Enseignement annonce qu'un projet est à l'étude tendant à étendre l'enseignement de l'allemand dans les écoles secondaires égyptiennes.

La langue allemande est d'ores et déjà enseignée dans les écoles suivantes pour garçons : Héliopolis, Abbassieh, Nokrachi, Tewfikieh, Saldieh, Ibrahimieh, Maadi et Orman.

L'allemand est également enseigné dans deux écoles égyptiennes pour jeunes filles : les écoles Sanieh et d'Ourmane.

Le ministre de l'Industrie a délégué deux missions, l'une dans la région des oasis de Béhéra pour l'étude des gisements de minerais de fer qui s'y trouvent, et l'autre dans les régions d'El Hamata et de Barnis pour la recherche des minerais d'aluminate, de soufre, de zinc et de plomb.

Deux leaders algériens, Dr. Ahmed Francis et Dr. Mohamed Amine El Dabaghin, membres du Comité de Libération de l'Algérie, sont arrivés hier au Caire, venant de Turquie.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

La prochaine saison du Conservatoire de Musique d'Alexandrie

Le programme de la saison 1956-1957 du Conservatoire de Musique d'Alexandrie qui vient d'être distribué à ses membres, prévoit trente manifestations qui se dérouleront entre le 7 Novembre et le 29 Mai 1957.

Parmi les artistes invités signalons le célèbre violoniste italien Riccardo Brendola qui inaugurera la saison, le quatuor Gebel, le pianiste Gino Gorini, le violoncelliste virtuose Enrico Mainardi, le pianiste Marcello Abbado, le chef d'orchestre-pianiste Otmar Suitner, la pianiste héliopolitaine Maria Cherozgeorgie, le violoncelliste Riccardo Boadella, le pianiste Sergio Pericoroli, le guitariste espagnol Narciso Ynes, le compositeur-chef d'orchestre Henry Barraud, le violoniste Nicolas Dikoes et le chef d'orchestre Franz Litschauer.

En outre, le Quatuor et le Trio du Conservatoire ainsi que les membres du groupe chorale et instrumental participeront aux manifestations sous la direction artistique de Piero Guarino.

Parmi les principales œuvres en première exécution inscrites au programme, signalons deux opéras de chambre de Cimarosa, des œuvres chorales de Bach, Migot et Poniridy, des œuvres instrumentales de Bach, Padre Martini, Mendelssohn, Humphrey Searle, et de la musique de chambre de Frank Martin, Milhaud et Ravel, outre aux œuvres de Schuman (sonates, trios, quatuor avec piano, quintettes, lieder) les quatuors avec piano de Gabriel Fauré et des conférences illustrées d'auditions musicales sur Honneger et Bach.

Comme on le voit, un programme d'exception qui prouve la vitalité de notre Conservatoire et mérite nos plus sincères éloges.

COURTES NOUVELLES LOCALES

M. Kamal Ramel Stino, ministre de l'Approvisionnement, examine un projet de loi qui dit — aura une grande répercussion sur les denrées alimentaires nécessaires à la population.

Le directeur d'un grand night-club a invité, l'autre soir, trois clients à s'adonner les lieux : il s'agit d'un médecin, d'un ingénieur et d'un avocat qui s'amusent à crier très fort et qui étaient accompagnés d'une danseuse.

Un commerçant étranger a perdu 750 L.E. l'autre nuit sur le tapis vert; il était accompagné de ce que « Rose El Youssef » appelle « une femme très connue ».

Le président Gamal Abdel Nasser a reçu, en son Cabinet de la Présidence, M. Silvio Treccerli, homme d'affaires suisse, qui lui a remis un chèque de 50.000 dollars pour la réalisation du projet du Haut-Barrage. Le président l'a vivement remercié pour sa généreuse donation.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser a également reçu un groupe de touristes pakistanais qui s'étaient rendus pour s'inscrire au registre des cérémonies, puis avaient manifesté le désir de rencontrer le président.

Le président Abdel Nasser

Aujourd'hui

MERCREDI 31 OCTOBRE 1956 - 305ème jour de l'année

FETE A SOUHAITER : SAINTE LUCILLE

CINEGUIDE

RADIO - Tél. 30262 - « The Killer is loose » (Joseph Cotten, Rhonda Fleming).

AMIR - Tél. 31332 - « Bigger than life » (James Mason, Barbara Rush).

STRAND - Tél. 22322 - « La moglie è uguale per tutti » (Nino Taranto, Nadia Gray).

METRO - Tél. 22850/22859 - « Quo vadis » (Robert Taylor, Deborah Kerr).

ROYAL - Tél. 26329 - « Francis in the haunted house » (Mickey Rooney, Virginia Welles).

HALTO - Tél. 24694 - « Hell on Frisco Bay » (Alan Ladd, Edward G. Robinson).

FERIAL - Tél. 21233 - « Devant Dieu » (Stefanos Stratis, Katerina Sachos).

WOHAMED ALY - Tél. 25108 - « Ambush » (Robert Taylor, Arlene Dahl).

ALHAMBRA - Tél. 29054 - « The rains of Ranchipur » (Lana Turner, Richard Burton).

LA GAITE - Tél. 71225 - « 3 Ring Circus » (Dean Martin, Jerry Lewis).

ODEON - Tél. 71886 - « I stand condemned » (Laurence Olivier).

LAZAR - Tél. 20822 - « Backlash » (Richard Widmark, Donna Reed).

LEO - Tél. 74870 - « Scared Stiff » (Dean Martin, Jerry Lewis).

SPORTING PALACE - Tél. 71999 - « Leïla et le roi » (Charida, Emad Hamdi).

WINDSOR HOTEL - Night-Club - Tél. 28700 - Diners dansants avec Louca et son orchestre.

L'AGLON - Tél. 26610 - Restaurant avec menu et spécialités de la maison.

HITROVO - Tél. 22255 - Dégustation et dîners dansants.

PALAIS MONTAZAH - Casino - tous les soirs, salles de jeux.

SANTA LUCIA - Tél. 20332 - Restaurant - Bar - Night-Club.

LA GRENOUILLE - Stanley - Tél. 60502 - Night-Club - Restaurant.

DEAUVILLE - Stanley - Tél. 62107 - Restaurant. Samedi et Dimanche orchestre au complet.

PASTROUDIS - Rue Fouad - Tél. 29609 - Aériatif - Night-Club - Trio Bacou avec Steve.

MARA CORDAY dans A DAY OF FURY

LE TEMPS QU'IL FAIT

Baisse éventuelle de la température.

On a enregistré hier :

Le Caire ... 28 14

Alexandrie ... 28 17

Port-Saïd ... 26 21

Suez ... 33 14

Marsa-Matruh ... 24 13

Minia ... 31 14

Assiout ... 28 13

Louxor ... 33 14

Assouan ... 39 19

COCHONS, CHIENS, CHEVAUX

devant les juges

En marge de tant de procès attristants, arrêtons-nous sur quelques images plus curieuses et souvent comiques des tribunaux d'aujourd'hui.

Dans son chapitre XXI, du livre de l'Exode, on lit « Si un taureau frappe de la corne un homme ou une femme, et qu'ils meurent, le taureau sera lapidé, et le maître de la bête sera innocent. »

Cette sentence peut nous faire sourire; elle fut cependant appliquée pendant de longs siècles et en particulier au Moyen Age. Les archives des diverses juridictions ont, en effet, conservé la trace de nombreux procès intentés à des bêtes domestiques ou même à des insectes qui avaient commis des crimes ou des méfaits divers.

Juges, procureurs et avocats avaient à se pencher sur le cas d'une truie ayant dévoré l'oreille d'un homme - ce qui était grave car celui-ci pouvait passer des lors pour avoir été essorillé comme délinquant - ou sur celui de chenilles ayant ravagé des terres...

Le porc tient une place de choix dans les annales judiciaires de cette époque, peut-être parce que, vivant près de la famille et glouton de nature, parfois d'ailleurs très méchant, il était plus disposé à tuer les enfants. Nous savons par exemple que le bailli de l'évêque de Chartres, Jean de Garlande, au début du XIVe siècle, fit pendre haut et court un porc qui « mangea un enfant ».

En l'an de grâce 1470, les cochons de Etienne Lesueur, de Generville (commune de Sours, Eure-et-Loire) ayant rongé la main et le visage d'une petite fille, le magistrat des religieux de Josaphat condamna ces assassins à quatre pattes à la potence et leur propriétaire à assister à l'exécution.

Celui-ci fit appel de la sentence et se prétendit justiciable de l'abbaye de Saint-Chéron; cette procédure dilatoire était fréquente étant donné l'enchevêtrement des juridictions. Le procès dura jusqu'en 1494, c'est-à-dire quinze ans! Le plaideur fut ruiné et bien entendu les coupables étaient morts depuis longtemps...

LA PENDAISON DU COCHON

Voici à présent un affaire qui a été contée en détail par un érudit local.

En 1498, Jehan Delalande, vigneron, à Léves, près de Chartres, avait pris en pension la fille de Bernardin Mouchet, âgée de dix-huit mois, ce qui était fréquent à cette époque où les bourgeois des villes plaçaient leur progéniture chez des nourrices.

Le bébé fut mis dans un berceau posé sur le sol de la pièce principale du ménage Delalande. Le 22 novembre, la maîtresse de maison s'absenta en laissant la porte ouverte; lorsqu'elle revint, elle assista à un horrible spectacle qu'elle conta ainsi aux enquêteurs:

« Elle avait trouvé le berceau où la dite enfant estoit couchée, renversé; que le pourceau avait mangé les mains de la dite enfant, jusqu'au bout des gros os du bras, et une partie du nez, jusqu'à effusion de sang dont elle avoit esté marquée et couronnée et avoit appréh les femmes de Simon Broiard et la femme Perrin le Borgno... à qui elle montra l'enfant et le cochon qui estoit encore dans la cour, tout sanglant par le nez, les pieds et les jambes ».

Le lendemain, l'enfant décaït et ses parents portèrent plainte contre les époux Delalande.

Huissiers, magistrats et policiers vinrent appréhender le jeune pourceau de l'âge de trois mois, taché de noir en aucune parties de l'oeil, près la teste et lesurplus blanc, il fut, avec ses maîtres, constitué prisonnier et mené dans les gôles de l'abbaye. Le sergent Bruyère fut chargé de nourrir la bête en attendant son procès.

Celui-ci fut amené le jeudi 18 avril 1499. Maître Mace Loysseux, licencié et avocat au Parlement, avait été désigné d'office pour défendre le meurtrier, Maître Guillaume Courtin représentait ses patrons.

Le porc fut exempté de paraître à l'audience, on le garda dans la cour où il dut, sans doute manifester sa présence par quelques grognements. Le Procureur fiscal fit remarquer qu'il y avait un préjudice de la part des vigneron, il ajouta que de pareils faits se produisaient trop fréquemment et que, en conséquence, il était bon d'infliger une forte amende au ménage.

Me Loysseux prétendit que toute cette procédure à l'encontre des animaux était abusive. Il cita les Saintes Ecritures et conclut à l'acquiescement: la cour ne le suivit pas et condamna le cochon de Jehan Delalande à être pendu haut et court.

UNE TRUIE ET SIX PETITS COCHONS

Le 10 janvier 1457, le juge de Saviengy eut à procéder à une information contre une truie et ses six petits cochons qui « avoient commis et perpétré meurtre et homicide en la personne de Jehan, fils de Jean Martin, âgé de cinq ans ».

«Après une procédure en bonne et due forme, la truie fut condamnée et pendue par les pieds derrière à un arbre; quant aux porceaux, on ne put faire la preuve qu'ils avaient réellement mangé le cadavre de la pauvre victime; ils furent donc acquittés au bénéfice du doute, mais suivant l'usage de la Bourgogne, ils restèrent acquis aux magistrats locaux.

«Le crime une fois établi, le magistrat remplissant les fonctions de ministre public requerrait la mise en accusation du coupable. Le juge entendait, confrontait les témoins et rendait la sentence. Avant de l'exécuter, signification en était faite à l'animal dans sa prison».

On le voit, lorsque Racine nous montre dans ses « Plaideurs » l'intimé plaçant pour des chiens, il se borne à mettre sur la scène des faits qui n'avaient rien d'exceptionnel de son temps.

En 1499, à Corroy, seigneurie dépendant de l'abbaye de Beaupré, un taureau ayant tué son jeune gardien, une information fut ouverte et l'arrêt ordonna que « pour raison de l'homicide ci-dessus, le dit taureau sera pendu à une fourche ou potence, et exécuté jusqu'à mort inclusivement ».

Au début du XVIIIe siècle on condamne encore des chevaux, des vaches, des chiens et des chiens qui ont commis des meurtres ou du moins occasionné des blessures.

La révolution conserva cet usage; un érudit a, en effet, retrouvé un très curieux document prouvant que le 17 novembre 1793, le tribunal révolutionnaire avait prononcé la peine capitale à l'encontre d'un invalide et de son fidèle compagnon.

Celui-ci ayant été dressé à aboyer contre les bons républicains et ayant mérité le titre d'un d'aux la pauvre bête fut assommée en présence d'un inspecteur de police.

Résumant la procédure habituelle de ces procès, A. Franklin, dans son amusant livre sur les animaux, écrit à ce sujet:

«Lorsque était signalé un méfait commis par un animal l'autorité compétente se saisissait aussitôt de l'affaire. La bête était arrêtée et incarcérée dans la prison appartenant au siège de la justice criminelle qui devait connaître de la cause. Des procès-verbaux étaient dressés, et l'on procédait aux enquêtes les plus minutieuses.

«Le crime une fois établi, le magistrat remplissant les fonctions de ministre public requerrait la mise en accusation du coupable. Le juge entendait, confrontait les témoins et rendait la sentence. Avant de l'exécuter, signification en était faite à l'animal dans sa prison».

On le voit, lorsque Racine nous montre dans ses « Plaideurs » l'intimé plaçant pour des chiens, il se borne à mettre sur la scène des faits qui n'avaient rien d'exceptionnel de son temps.

LES ARRETS D'EXPULSION CONTRE LES ANIMAUX

En dehors de ces cas assez nombreux et purement criminels, il y avait aussi, en dépit de la négation d'un historien, spécialiste du XVIIIe siècle, d'habitudes mieux informées, des procès civils intentés contre les animaux, dans un dessein d'expulsion! Nous résumerons une de ces affaires évidemment inconnues de nos actuels référés.

En l'an de grâce 1690, les chenilles dévastaient les environs de Pont du Château, en Auvergne. Les habitants de cette ville présentèrent au vicair général de l'évêque de Clermont une requête demandant qu'un curateur fût donné à ces insectes malfaisants et à ce que, « servato juris ordine », « desdites bestioles fussent condamnées à vider, pieds et mains (sic) les lieux où elles s'étaient établies ».

L'ecclésiastique n'écoula point ces doléances et se contenta de prescrire des prières.

ROGER VAULTIER

Après 4 jours de délibérations en Sorbonne

LES ECRIVAINS NOIRS ACCUSENT L'OCCIDENT

Le congrès des écrivains noirs, réuni sous l'égide de la revue « Présence africaine », s'est terminé par le vote d'une résolution qui est une mise en accusation de l'Occident par ceux-là mêmes qui lui devaient leur culture.

En voici les principaux passages: « Le Congrès des écrivains et artistes noirs considérant: 1) Que les travaux du Congrès ont dégagé l'immense intérêt de l'inventaire entrepris devant lui en regard aux différentes cultures noires qui ont été systématiquement méconnues, sous-estimées, parfois détruites. 2) Qu'il lui est apparu la nécessité impérieuse de procéder à une redécouverte de la vérité historique et à une revalorisation des cultures noires, l'ignorance et la présentation erronée ou tendancieuse de cette vérité ayant provoqué la crise qui atteint la culture noire en elle-même et dans ses rapports avec la culture humaine en général. Invité: artistes et écrivains, théologiens et penseurs, savants et techniciens à participer à cette tâche historique de faire revivre, de réhabiliter et de développer ces cultures... Et plus loin: « Nous estimons que l'épanouissement de la culture est conditionné par la fin de ces hontes du XXe siècle: le colonialisme, l'injustice et l'oppression raciale... » Notre Congrès engage les intellectuels noirs et tous les hommes épris de justice à lutter pour la création des conditions concrètes de la renaissance et de l'épanouissement de la culture noire ».

La majorité des congressistes étant de langue française, c'est particulièrement la France qui se trouvait visée. Il nous paraît bon de rappeler quelques faits. Les écrivains noirs ont pu tenir en toute tranquillité leur réunion en Sorbonne; ils ont reçu les appels officiels qu'ils pouvaient espérer. Ils ont pu, sans qu'il y ait la moindre réaction, attaquer violemment la France, comme les délégués malgaches, par exemple. L'histoire de l'Afrique noire, ses traditions, ses coutumes, son art même ont été découverts et parfois même « inventés » comme c'est le cas pour Griale, par des savants français dans le but, souvent charitable, de restituer un passé et une histoire à des peuples qui les avaient oubliés. Les palais en terre rouge des rois d'Abomey dont il ne restait que quelques murs ont été reconstruits en ciment par des Français pour qu'ils résistent aux grandes pluies. Ils ont ensuite été enduits de plâtre. Sans les blancs, il ne resterait que peu de chose du passé de l'Afrique.

« Si le jazz est une création des noirs américains (si différent, si éloigné des noirs d'Afrique!), l'art noir et la littérature ne sont, bien souvent, que des produits dérivés de l'Occident. Rien n'est strictement « noir » ni la langue, ni les thèmes. On trouve heureusement, à côté de copies enfantines, un bouillonnement, une couleur, une vie qui ne sont point sans beauté. Il existe un folklore noir, découvert par les ethnologues, comme les chants des griots peulhs certaines prières aux fétiches et aux vaudous, des fables, mais la encore faut-il se défier. Ce sont bien souvent des adaptations des fables de La Fontaine. Le folklore, à lui seul, avec ses danses, ses chants et ses tam-tams, ne peut constituer une culture, et la première grande crise de la culture noire est peut-être celle qui fait un enfant qui pousse sa première dent. Cette culture noire ne peut que naître d'un mélange de l'Occident et de la sensibilité « noire ». Pourquoi chercher un passé en traquant les manuels d'histoire? A un vieillard qui meurt, nous préférons tous un enfant qui naît. Nous nous rendons compte, bien sûr, de ce qu'il a de touchant et de douloureux dans ce besoin qu'éprouvent les intellectuels noirs (presque tous des politiciens arrivés ou en puissance, hélas!) de se construire une histoire, un art et une culture purement originaux. Mais pourquoi cette agressivité, pourquoi cette vanité qui les pousse à répudier un bloc l'Occident? Le Congrès des écrivains noirs, dès le premier jour, a pris des positions politiques qu'il n'a jamais cherché à cacher un seul instant. On était pour le moins « progressiste », et même les plus modérés éprouvaient le besoin de parler marxisme et de citer Jean-Paul Sartre. Libre à chacun de penser ce qu'il veut, mais, pour nous autres, Français, la Sorbonne reste malgré tout en dehors, donc au-dessus de toutes ces querelles. La passion partisane, le besoin d'exagération qui fait partie de l'âme noire, l'a fait oublier aux écrivains africains. Nous ne pouvons que le regretter. JEAN LARTEGUY.

ZODIAQUE

- Conseils pour demain
Pou ceux qui sont nés sous le signe de :
BELIER - Ne soyez pas trop intrusif.
(22 Mars au 20 Avril)
TAUREAU - Mettez votre correspondance à jour.
(21 Avril au 21 Mai)
GEMEAUX - Vous réalisez un projet.
(22 Mai au 22 Juin)
CANCER - Soyez équitable, dans une discussion.
(23 Juin au 23 Juillet)
LION - Méjiez-vous d'une nouvelle connaissance.
(24 Juillet au 23 Août)
VIERGE - Suscitez la bonne volonté autour de vous.
(24 Août au 23 Septem.)
BALANCE - Vous obtenez des indications utiles.
(24 Septem. au 23 Oct.)
SCORPION - Soyez compréhensif en affaires.
(24 Oct. au 22 Novem.)
SAGITTAIRE - Révisitez à certaines suggestions.
(23 Novem. au 22 Déc.)
CAPRICORNE - Consacrez-vous au travail.
(23 Décem. au 20 Janv.)
VERSEAU - Ne compliquez pas les choses.
(21 Janvie au 19 Févr.)
POISSONS - N'agissez pas quand vous êtes en colère.
(20 Févr. au 21 Mars)

NOS CORRESPONDANTS nous écrivent

Une personnalité bien parisienne: JACQUES CHABANNES

(de notre correspondant à Paris)
Il en est arrivé là: l'actualité ne peut plus se passer de lui! Il est avec la grande actrice Lucie Férar, sa femme, la providence des photographes, des peintres et des chroniqueurs mondains, la nécessaire vedette d'une réception indispensable personnalité d'un « event » de quelque éclat. Il fait partie du tout-Paris, il est Paris. On le salue à Deauville, le 15 août, sans s'étonner de lui avoir serré la main deux jours avant à Vichy, et dans la certitude de le rencontrer la semaine suivante à Evians ou à Cannes. Il titote tout le théâtre avec le monde entier du cinéma, ce qui, joint à la presse, la radio - son fief - l'édition, la chanson et les arts, lui permet en toute confraternelle amitié de parler fraternellement à la moitié du tout-Paris. Il a pour don mystérieux et puissant l'ubiquité qui le rend de nuit chez Maxim's, et sur les dix heures du matin en plein cabinet ministériel, avec dix rendez-vous déjà derrière lui, un nombre double devant lui avant l'émission quotidienne de midi et demi à la télévision où avec Roger Féral il prodigue talent, esprit et gentillesse. Après tant d'articles brillants, tant d'émissions à succès, après ces pièces au théâtre, le voici romancier: « Prince Carolus » est...

NOUVELLES DE PARTOUT EN GRECE

Importantes découverte faite à Crète par la mission archéologique italienne

Athènes (Mondar). - Le monde culturel hellénique a été vivement intéressé par la découverte sensationnelle faite dans l'île de Crète, par la mission dirigée par le prof. Doro Levi, directeur de l'Ecole Archéologique italienne d'Athènes. A la suite de fouilles et de recherches minutieuses, la mission a réussi à découvrir sous une vaste colline terreuse, les ruines du très ancienne cité de Gortyne. Il s'agit, de l'avis des savants, du plus ancien monument de l'ère historique découvert jusqu'ici dans l'île, certainement postérieur aux palais impériaux de Chossos et de Festos, mais d'une importance exceptionnelle parce qu'elle témoignait de la richesse de la cité et de l'île, de la période augustéenne. On estime que le temple qui vient d'être découvert, en pur style dorique, appartient à une période antérieure au fameux « code de Gortyne », découvert en 1884, par le célèbre archéologue italien Federico Halbherr et qui est considéré comme le premier document de droit écrit en base des « douze tables » des Romains. Dans la même région, le prof. Levi a découvert des acquisitions et des épitaphes nombreuses que l'on est en train d'examiner et d'étudier.

SUR NOS ECRANS

HELL ON FRISCO BAY
On retrouve toujours avec plaisir Alan Ladd, interprète sympathique et populaire, dans ses créations toujours marquées de sa forte personnalité. Et « Hell on Frisco Bay », sans atteindre à la puissance et à la grandeur de « Shane », reste une oeuvre forte, aux rebondissements dynamiques et à la trame intenses dramatique par cet équilibre constant entre la brutalité et le sentiment qui émerge de toutes ses images. Steve Rollin n'est pas un « dur » qui se sert seulement de ses poings. C'est aussi un tendre. Mais il a été condamné injustement pour un crime qu'il n'a pas commis, et durant les cinq années passées à St. Quentin, sa femme Marcia ne lui a pas été fidèle. On comprend aussi l'ertumere qui est la sienne à sa sortie de prison. Il repousse Marcia, il rebute ses amis, il n'a qu'une pensée en tête, retrouver la canaille dont les machinations lui ont fait payer la crime d'un autre. Marcia l'aime toujours; si elle a commis une faute, c'est parce qu'elle était trop seule au cours de ces cinq années où Steve refusait de la voir. Elle s'est repentie, elle aime toujours passionnément son mari. Mais Steve est intraitable, il ne pense qu'à la vengeance. Et son enquête va le mener des quais de San Francisco aux louches tavernes du port, comme aussi dans les boîtes de nuit à la recherche d'une piste... Cette piste, il finira par la découvrir, mais non sans que son chemin ne soit jalonné de victimes, d'actes de brutalité et d'assassinats monstrueux, jusqu'au jour où ayant finalement démasqué Amato, un gangster aux ambitions démesurées, il l'aura livré à la Justice, non sans nous avoir cependant fait passer des moments de grande émotion. Tourné en Cinemascope et en Technicolor dans la pittoresque de San Francisco, « Hell on Frisco Bay » est une aventure farouche aux rebondissements souvent spectaculaires et aux incidences variées. Alan Ladd est toujours le héros silencieux, l'acteur aux gestes sobres que nous connaissons et nous apprécions. Edward G. Robinson campe avec maestria un de ces rôles dont il a le secret et qui sont devenus sa spécialité. Joanne Dru, comédienne de talent pleine de sensibilité, nous a paru...

FRANCIS IN THE HAUNTED HOUSE

Ce Francis est décidément bien amusant et l'on comprend que les Américains renouvellent chaque fois ses apparitions à l'écran dans des aventures toujours mouvementées. Cette fois, Francis a un maître sympathique en la personne de l'inénarrable Mickey Rooney. Celui-ci, très amoureux, veut - s'en aller au secours de sa belle qui est enfermée dans un vieux château. Francis, toujours plein de bon sens, avertit Mickey que cette aventure est pleine de dangers et qu'il risquera de s'en trouver mal. Et voilà Mickey, suivi de Francis, qui pénètre dans le château que l'on dit hanté. Mais l'histoire se corse de rebondissement inédits autant qu'ingénieux. Car, tenez-vous bien, la belle de Mickey n'est pas sa belle et le château hanté, n'est hanté que par de louches personnages... De ces situations vaudouillesques sans naïveté, des complications hilarantes, farcies de trouvailles et de gags qui nous font rire aux éclats. Mickey, qui est comme l'enfer, pavé de bonnes intentions, accumule les gaffes et les balourdises, au point que c'est lui que la police arrête et accuse d'innombrables méfaits. Et c'est finalement le brave Francis qui, avec son bon sens, démonte l'écheveau du mystère et tire à plusieurs reprises son jeune maître d'un mauvais pas. Naturellement, tout est bien qui finit bien. Mais que de gâtté et de bonne humeur dans ce « Francis in the haunted house », joie de petits et des grands qui trouvent dans ces rocambolesques événements une source inépuisable de gaieté et de rires sans fin. Car, le rire étant le propre de l'homme, on rit tout le temps aux aventures de Francis et de Mickey Rooney dans ce château hanté où les surprises abondent et où les coups de théâtre produisent des effets de douche écossaise.

Spaghetti congelés

Giovanni Buitoni, président d'un célèbre firme de pâtes alimentaires, a prédit à New York que les spaghetti sont leur forme actuelle, seraient démodés d'ici cinq ans. Ils seront remplacés par des spaghetti cuits d'avance et congelés, que la firme compte lancer prochainement sur le marché.

L'EGYPTE REJETTE L'ULTIMATUM ANGLO-FRANÇAIS

ABDEL NASSER déclare: "Les combats continuent" Communication égyptienne à cinq grandes Puissances

L'Egypte a rejeté hier soir un ultimatum anglo-français de cesser les combats avec Israël et d'accorder une occupation française militaire de la zone du Canal et notamment des villes de Port-Saïd, Ismaïlieh et Suez.

gouvernements précités à Israël, demandait la cessation immédiate des hostilités. REACTION EGYPTIENNE L'Egypte a rejeté catégoriquement cet ultimatum anglo-français et chargé son délégué à l'ONU de déposer une plainte devant le Conseil de Sécurité contre la France et la Grande-Bretagne qui sont accusées par l'Egypte de violer les droits souverains d'un Etat membre de l'ONU.

et qu'elle continuera à lutter pour la défense de son territoire envahi par les Israéliens. CINQ MESSAGES URGENTS Le Président Gamal Abdel Nasser a adressé hier cinq messages urgents. Le Président a convoqué en effet, hier soir, les ambassadeurs de l'URSS, des Etats-Unis, de la Yougoslavie, de l'Indonésie et le chargé d'affaires de l'Inde pour leur exposer la situation à la suite du rejet par l'Egypte de l'ultimatum anglo-français et la ferme volonté de l'Egypte de continuer à se défendre contre tout agresseur.

B) Retrait de toutes les forces égyptiennes à une distance de dix milles du Canal de Suez. C) Acceptation de l'occupation par les troupes anglaises et françaises de positions essentielles à Port-Saïd, Ismaïlia et Suez.

Quatre autres communiqués militaires égyptiens ont été publiés dans la journée d'hier, le dernier, No. 6, à 7 heures p.m. Voici le teneur de ce dernier communiqué: «Les forces égyptiennes ont dominé la situation créée par l'agression israélienne effectuée par surprise durant les dernières vingt quatre heures. Le Canal de Suez n'est menacé nullement sur le plan militaire et rien ne menace la sécurité des navires transitant par le Canal ou la liberté de navigation à travers le Canal. Les forces armées égyptiennes sont à même de protéger le Canal en tous temps.»

LA POPULATION ACCLAME LE PRESIDENT On mande du Caire que le Président Gamal Abdel Nasser qui se rendait hier soir à la Présidence a été reconnu malgré le black-out et qu'il a été longuement ovationné par la foule sur son passage. LA MOBILISATION GENERALE EN EGYPTE Le Président Gamal Abdel Nasser a promulgué hier soir un décret proclamant la mobilisation générale sur l'ensemble du territoire égyptien. RAPPEL URGENT DE LA GARDE NATIONALE Un appel a été publié ce matin dans tous les journaux de langue arabe demandant à tous les membres de la Garde Nationale de se présenter d'urgence dans tous les postes désignés par le décret.

Eden a déclaré aux Communes que l'Ambassadeur de Grande-Bretagne à Tel-Aviv a reçu hier des assurances qu'Israël n'attaquera pas la Jordanie. LA SYRIE RENOUVELLE SA PROMESSE D'AIDE Damas, (AFP). — M. Ahmed Fouad Kadmani, ambassadeur de Syrie en Jordanie, arrivé hier à Damas, est rentré cet après-midi à Amman. Il serait porteur d'un message du président Choukry Kouatly au roi Hussein de Jordanie, dans lequel serait renouvelée la promesse de la Syrie de se porter au secours de la Jordanie en cas de besoin. L'ARMEE SYRIENNE PRETE A TOUTE CONTRE-ATTAQUE Damas, (AFP). — Se solidarisant avec l'Egypte, l'armée syrienne se trouve actuellement en état d'alerte, a déclaré au journal AL ALAM une personnalité officielle, qui a ajouté: «Pour répondre à l'attaque perdue contre la région du Sinai, l'armée syrienne est prête à toute contre-attaque.»

D'autre part, M. Hassib Rastan, ministre de la Défense, dans une déclaration faite aujourd'hui, affirme notamment: «Les dispositions que nous avons prises sont rassurantes. Nous jouerons, le moment venu, un rôle décisif contre l'ennemi. La nouvelle attaque israélienne prouve qu'Israël est le louet de l'impérialisme, dont il se sert quand il le désire.» D'autre part, AL KABAS signa le jour de l'ONU en Palestine a décidé de retirer ses observateurs militaires des postes qu'ils occupent aux frontières arabo-israéliennes, en raison de «l'état de guerre». Toutes les familles des observateurs de l'ONU ont été évacuées.

VETO ANGLO-FRANÇAIS A LA RESOLUTION AMERICAINNE AU CONSEIL DE SECURITE

Nations-Unies, (AFP). — Les Etats-Unis ont demandé une réunion d'urgence du Conseil de Sécurité sur les événements de Palestine. La délégation américaine a précisé dans une lettre au président du Conseil de Sécurité qu'elle porte au Conseil la question suivante: «La question palestinienne — Mesures pour la cessation immédiate de l'action militaire d'Israël en Egypte.»

Le représentant de la Yougoslavie, M. Joza Brilec, accuse Israël d'être coupable «d'agression flagrante» et demande au Conseil d'agir rapidement. L'INTERVENTION DU DELEGUE SOVIETIQUE Au nom de l'URSS, M. Arkady Sobolev, accuse la Grande-Bretagne et la France d'avoir inspiré les événements pour intervenir dans le Proche-Orient.

Ceci est une violation de la Charte de l'ONU et des droits de l'Egypte, ce qui incite le gouvernement égyptien à demander la réunion immédiate du Conseil de Sécurité qu'il saisit de l'agression anglo-française.

«Ce prétexte, comme aucun prétexte ne saurait justifier l'initiative des gouvernements français et anglais, sans compter le danger qui réside dans le fait de l'occupation par les forces anglaises et françaises du territoire égyptien dans un délai de quelques heures.»

RESUME DES OPERATIONS MILITAIRES L'Agence d'information du Moyen-Orient, publiant hier soir, un résumé des opérations militaires. Elle déclare que la région de Kofila et de Nakhla ne sont que des postes d'observation. L'Agence ajoute que des troupes israéliennes parachutées ont été lancées sur les deux positions en question mais que les forces égyptiennes les ont attaquées immédiatement et les ont délogées avant que les forces terrestres israéliennes ne puissent les rejoindre.

LA JORDANIE EVOQUE LE PACTE TRIPARTITE Nations-Unies, (AFP). — La Jordanie est liée à la Syrie et à l'Egypte par un pacte tripartite qui impose à la Jordanie des obligations dont elle s'acquittera entièrement, a déclaré un télégramme adressé ce matin au président du Conseil de Sécurité par le ministre jordanien des Affaires Etrangères. ISRAEL N'ATTAQUERA PAS LA JORDANIE Londres, (AFP). — Sir Anthony Eden a déclaré hier soir que des avions de reconnaissance ennemis ont survolé le Caire.

Le Dr Mahmoud Fawzi a convoqué hier l'ambassadeur de Grande-Bretagne au Caire et lui a adressé une protestation contre le survol de la ville, par deux appareils militaires britanniques de type «Canberra» de la région de Port-Saïd et de Bardouil. On mande d'Amman que l'artillerie syrienne a atteint l'un des deux appareils britanniques dans la zone du Canal de Suez. La nouvelle relève une des déclarations qui ont été faites hier soir, après son atterrissage à l'aérodrome britannique situé près d'Amman.

LES MARCHÉS Marchés des Valeurs Bourse des Contrats Clôture Ouverture précédente de ce jour Longue soie: Novembre 110.10 110.10 Janvier 107.25 107.25 Mars 105.65 105.65 Mai 105. — 105. — Soie moyenne: Décembre 78.85 78.85 Janvier 76.55 76.55 Février 76.40 76.40 Juin 76.45 76.45 Le prix ayant été bloqué aux minima de la veille, le marché a ouvert vendeur sans affaires à ces prix. Cours de devises étrangères en Egypte 31 OCTOBRE Voici les cours d'achat et de vente des devises étrangères en Egypte tels que fixés par le National Bank pour la journée d'aujourd'hui: Achat Vente P.T. P.T. Dollar U.S. 35.1020 35.1724 Dollar Can. 36.3173 36.3901 Livre Sterling 97.4 97.6 Fr. suisses 8.02735 8.04344 Marks «Alt.» 8.34403 8.36072 Fr. Bel. (100) 69.8574 69.9971 Fr. Franc. (100) 9.935 9.965 Florins o.H.L. 9.145 9.181 Escudos Port. 1.20735 1.21465 Cour. Suéd. 6.74215 6.75563 Cour. Nov. 4.87530 4.88505 Cour. Dan. 5.04038 5.05046 Rupees Ind. 7.298 7.326 Lires It. (100) 5.567 5.579 U.S. Doll. of Account (Japon-Turquie) 34.786 34.872 Lt. (Indonésie) 97.4 97.6 Les devises à New-York Sterling... 2.63 1/2 France... 2.50 Belgique... 19.20 Italie... 158. — Palestine... 35. — Afrique du Sud... 2.60 Brésil... 1.35 Mexique... 7.95 Argentine... 3.05 Indes... Innoté NEW YORK TRANSFERTS STERLING ACCOUNTS Sterling transfers... 2.7530 Sterling américains... 2.7831 Sterling registered... 2.7687 Sterling area... Innoté Livre égypt. export... Innoté

Après l'adoption de l'ordre du jour américain demandant «des mesures pour la cessation immédiate de l'action militaire israélienne en Egypte, le délégué des Etats-Unis dépose une résolution demandant à Israël de retirer immédiatement ses troupes derrière les lignes de démarcation reconnues. La résolution américaine invite en outre les membres de l'ONU à s'abstenir de recourir à la force ou à la menace de la force dans la région, de toute manière qui soit incompatible avec les buts des Nations-Unies, et de s'abstenir de fournir toute assistance militaire, économique ou financière aux membres des Nations-Unies essent de fournir une aide aux forces d'Israël, et qu'aucun pays ne cherche à profiter de ces événements à des fins égoïstes.»

Intervenant au nom de l'Egypte, M. Omar Loutfi a déclaré qu'Israël venait de se livrer à la plus grave agression depuis la fin de la guerre de Palestine. Cette attaque armée, injustifiable, non provoquée, constitue un acte de guerre, et démontre sans aucun doute la politique agressive expansionniste d'Israël, à cet instant M. Loutfi: «Cet acte armé a été soigneusement étudié et préparé. Elle a pour objet de préparer l'occupation du territoire égyptien, et de provoquer la guerre. L'Egypte n'a été obligée de prendre les mesures militaires nécessaires pour protéger son territoire, et repousser l'agression. La responsabilité entière en incombe aux Israéliens. Le délégué égyptien s'est déclaré également convaincu que les membres de l'ONU cesseraient toute aide militaire ou économique à Israël, et qu'aucun Etat ne profiterait de la situation.»

Un conseil extraordinaire du Cabinet a été tenu hier soir sous la présidence du Président Gamal Abdel Nasser pour un examen de la situation. La réunion a duré deux heures. Le Président Abdel Nasser a ensuite conféré longuement avec M. Abdel Latif Boghadi, Ministre des affaires municipales et rurales, M. Zakaria Mohieline, Ministre de l'Intérieur, le Dr. Mahmoud Fawzi, Ministre des Affaires étrangères, M. Hussein el Chafef, Ministre des Affaires Sociales. L'entretien a duré une heure. «L'HEURE DES PAROLES EST DEPASSEE» Hier soir, à l'issue de la réunion ministérielle, le Dr. Mahmoud Fawzi, ministre des affaires étrangères a été prié par les journalistes de commenter la situation. Le Ministre répondit: «L'heure des paroles est dépassée.»

LES DECLARATIONS D'EDEN AUX COMMUNES ET LES CRITIQUES TRAVAILLISTES Londres, (AFP). — Après les conversations qu'il venait d'avoir avec MM. Mollet et Pineau au 10 Downing Street, Sir Anthony Eden a annoncé hier après-midi aux Communes que la Grande-Bretagne et la France avaient envoyé à l'Egypte un ultimatum de 12 heures lui demandant la permission de faire stationner provisoirement des troupes françaises et britanniques à Ismaïlia, à Suez et Port-Saïd. Les gouvernements britannique et français ont d'autre part envoyé hier après-midi des communications à Israël et à l'Egypte leur demandant de retirer leurs troupes respectives à 10 milles de part et d'autre du Canal et de cesser toute activité de combat terrestre, maritime et aérienne. Le même délai de 12 heures a été donné aux gouvernements égyptien et israélien pour répondre à ces dernières communications. «Il a été clairement exprimé au gouvernement d'Egypte et d'Israël que si l'expiration de ce délai, l'un ou les deux pays n'ont pas entrepris de satisfaire à ces demandes, des troupes françaises et britanniques interviendront avec toutes les forces nécessaires», a déclaré Sir Anthony Eden. «L'enjeu est d'une extrême importance, a poursuivi Sir Anthony, et si les hostilités ne sont pas arrêtées rapidement, le libre passage à travers le Canal de Suez sera compromis tandis que les combats pourraient mettre en danger les navires qui transitent. Depuis quelque temps la tension augmente sur les frontières d'Israël, a déclaré Sir Anthony Eden. La force militaire croissante de l'Egypte a suscité des craintes renouvelées aux Israéliens, et les actions du gouvernement égyptien ont encore aggravées. La création d'un commandement unique entre l'Egypte, la Jordanie et la Syrie, et les raids continus effectués par les commandos, raids qui ont eu leur point culminant dans les infiltrations de fedaveens égyptiens dimanche dernier, ont contribué à créer une situation très dangereuse. «Il y a cinq jours, a poursuivi Sir Anthony Eden, de nouvelles ont été reçues selon lesquelles le gouvernement israélien avait pris certaines mesures de mobilisation. Le gouvernement de Sa Majesté a immédiatement donné l'ordre à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Tel-Aviv de faire une enquête auprès du ministre des Affaires Etrangères israélien et de conseiller la modération. Sir Anthony a fait état ensuite de deux réunions des représentants de la déclaration tripartite, les 28 et 29 octobre à Washington. Le chef du gouvernement a ajouté: «Pendant que ces discussions étaient en cours, des nouvelles sont parvenues à Londres selon lesquelles les forces israéliennes avaient franchi la frontière et pénétré profondément en territoire égyptien. Plus tard, de nouveaux rapports ont indiqué que des parachutistes étaient intervenus; il semblerait que l'avant-garde de l'armée israélienne ne soit pas loin de la rive du Canal de Suez. «Le gouvernement britannique et le gouvernement français, a poursuivi M. Eden, se sont mis d'accord afin que tout soit fait pour arrêter les hostilités aussitôt que possible. Les représentants des deux gouvernements aux Nations-Unies ont en conséquence pour instruction d'obtenir avec le représentant des Etats-Unis une réunion immédiate du Conseil de Sécurité, Conseil qui s'est réuni à 16 h. GMT. C'est alors que le Premier ministre britannique a annoncé les mesures décidées en accord avec le gouvernement français. «Je continuerai, a conclu Sir Anthony Eden, à tenir la Chambre au courant du développement des événements.» Sir Anthony Eden a ouvert ensuite le débat sur la situation au M.-O. par une déclaration: «Je n'ai pas d'autres informations à donner à la Chambre, mais il se peut que des nouvelles arrivent durant le débat. Dans ce cas le secrétaire au Foreign Office, qui doit conclure, communiquera les dernières informations à la Chambre.» «Notre intention est de retirer des points stratégiques qu'elles occupent en Egypte», a déclaré le Premier Ministre. «Si les deux gouvernements se plient à nos demandes seule la présence de forces symboliques sera nécessaire. Je crois sincèrement que l'offre que nous avons conjointement faite avec la France aux deux gouvernements a quelque chance d'être acceptée.» Le chef du gouvernement britannique a affirmé également en toute justice que qui était l'agresseur dans la situation actuelle, il fallait tenir compte des facteurs suivants: les menaces des dirigeants égyptiens contre Israël, l'achat par l'Egypte d'armes offensives en grande quantité, la création d'un commandement unique égypto-jordanien-syrien, confié à un général égyptien. LES TRAVAILLISTES DESAPPROUVENT Gaitskell ayant demandé à M. Eden de bien préciser que le gouvernement voulait savoir ce que les citoyens britanniques et que, dès que ce but sera atteint, les forces seront retirées, Sir Anthony répondit qu'il avait employé délibérément le terme «temporaire». Il ajouta: «Nous aurions pu, de l'avis de certains, invoquer d'autres traits, mais c'est ce que je n'ai pas voulu faire. «Nous ne voulons certainement pas maintenir des troupes anglaises un moment de plus qu'il ne le faut pour faire face à cette situation marquée par le véritable danger de combats à travers le Canal de Suez. Les Communes ont approuvé la politique du gouvernement, les Conservateurs votant pour et les Travailleurs contre.

LE SOUDAN COMPTE 12 MILLIONS D'HABITANTS Khartoum (Mondar). Selon des données communiquées par la direction générale des services de statistiques et du recensement, la population du Soudan s'élève actuellement à 12 millions d'habitants environ. «Madame Butterfly» est un des plus importants films italiens tournés en Technicolor. Carmine Gallone, le réalisateur qui a ramené l'opéra aux fastes d'antan grâce à une intelligente adaptation cinématographique qui en rehausse l'éclat, a concrétisé un de ses vieux rêves: raconter au public du monde entier l'étonnante histoire d'amour de Butterfly et de Pinkerton, une histoire qui va au delà des frontières sociales, des préjugés, des barrières de race: une histoire qui s'élève vers des sommets sublimes pour retomber ensuite par la faute d'une société cruelle, impitoyable. Les principaux interprètes de l'oeuvre immortelle de Giacomo Puccini sont l'alexandrin Nicolas Filacouridis et Kaoru Yachigusa. De merveilleuses actrices japonaises parent ce film de leur incomparable grâce orientale, sans oublier le Ballet National de Yokyo.

Quel est le nombre actuel des réfugiés arabes de Palestine? Amman (Mondar) Selon les derniers statistiques officielles, le nombre des réfugiés palestiniens que la guerre arabo-israélienne a chassés de leurs foyers, s'élève actuellement à 922.279, ainsi répartis: 102 mille 625 au Liban, 89.977 en Syrie, 512.706 en Jordanie, et 216.971 dans la région égyptienne de Gaza. Le nombre des par effet des variations de caractère naturel de la population et à cause de transferts dans d'autres pays comptait 960021 réfugiés en 1951 en comptait 879.667; 882.673 en 1952; 871.748 en 1953; 887.058 en 1954; 905.586 en 1955 et 922 mille 279 au début de l'été de cette année.

Marchés de coton étrangers NEW-YORK Décembre... 33.82-8 Mars... 33.92+9 Mai... 34.05-5 Juillet... 33.66+4 NOUVELLE-ORLEANS Décembre... 33.87-10 Mars... 33.49-4 Mai... 34.07-1 Juillet... 33.67+7 SAO-PAULO Mai... 38.70 Juillet... 38.95 Octobre... 38.50 LIVERPOOL Coton américains: Oct.-Nov... 25.57 Déc.-Janv... 25.47 Mars-Avril... 25.22 Mai-Juin... 25.02 Juillet-Août... 24.77 Oct.-Nov... 24.77 Coton égyptiens: Nov.-Déc... 60. — Janv.-Fév... 60. — Mars-Avril... 60. — Coton soudanais: Nov.-Déc... 51.80 Janv.-Fév... 52. — Coton mi-été: Oct.-Nov... 25.85 Déc.-Janv... 25.60 Mars-Avril... 25.22 Mai-Juin... 25.02 Juillet-Août... 24.77 Oct.-Nov... 24.77

LES DEVOISES Achat Vente P.T. P.T. Dollar U.S. 35.1020 35.1724 Dollar Can. 36.3173 36.3901 Livre Sterling 97.4 97.6 Fr. suisses 8.02735 8.04344 Marks «Alt.» 8.34403 8.36072 Fr. Bel. (100) 69.8574 69.9971 Fr. Franc. (100) 9.935 9.965 Florins o.H.L. 9.145 9.181 Escudos Port. 1.20735 1.21465 Cour. Suéd. 6.74215 6.75563 Cour. Nov. 4.87530 4.88505 Cour. Dan. 5.04038 5.05046 Rupees Ind. 7.298 7.326 Lires It. (100) 5.567 5.579 U.S. Doll. of Account (Japon-Turquie) 34.786 34.872 Lt. (Indonésie) 97.4 97.6

Au Ciné METRO d'ALEXANDRIE Demain La vie ardente du peintre ou VINCENT VAN GOGH Kirk Douglas dans LUST FOR LIFE avec Anthony Quinn - James Donald - Pamela Brown et Everett Sloane Film M.G.M. Cinémascope Aujourd'hui 4 dernières séances QUO VADIS AUJOURD'HUI 2 h. 30 p.m. Séance féminine

L'AMERIQUE INSISTE Le délégué américain, Cabot Lodge, défend sa résolution et insiste pour un vote immédiat. Il estime que si cette résolution est adoptée et observée, l'ultimatum anglo-français deviendra inutile. Le délégué yougoslave M. Joza dénonce l'emploi unilatéral de la force par la France et la Grande-Bretagne dirigé contre la victime de l'agression israélienne. Il appuie la résolution américaine et demande son adoption immédiate. M. Sobolev (URSS) considère l'ultimatum franco-britannique comme un acte d'agression dirigé contre l'Egypte. Il votera pour la résolution américaine. Il insiste notamment sur le passage qui interdirait à la France et à la Grande-Bretagne de prendre des mesures militaires dans cette région. Le délégué britannique souligne l'urgence de mesures pour préserver le Canal et dissent qu'à la lumière des événements de Hongrie on se rend compte de l'attitude soviétique à l'égard des nations souveraines et ajoute que n'était l'attitude soviétique dans la discussion sur le Canal de Suez toute la situation dans le Moyen-Orient serait très différente. L'Angleterre et la France ont voté contre la résolution américaine, y mettant donc leur veto. Le conseil s'est adjourné à ce soir.

LES DECLARATIONS D'EDEN AUX COMMUNES ET LES CRITIQUES TRAVAILLISTES Londres, (AFP). — Après les conversations qu'il venait d'avoir avec MM. Mollet et Pineau au 10 Downing Street, Sir Anthony Eden a annoncé hier après-midi aux Communes que la Grande-Bretagne et la France avaient envoyé à l'Egypte un ultimatum de 12 heures lui demandant la permission de faire stationner provisoirement des troupes françaises et britanniques à Ismaïlia, à Suez et Port-Saïd. Les gouvernements britannique et français ont d'autre part envoyé hier après-midi des communications à Israël et à l'Egypte leur demandant de retirer leurs troupes respectives à 10 milles de part et d'autre du Canal et de cesser toute activité de combat terrestre, maritime et aérienne. Le même délai de 12 heures a été donné aux gouvernements égyptien et israélien pour répondre à ces dernières communications. «Il a été clairement exprimé au gouvernement d'Egypte et d'Israël que si l'expiration de ce délai, l'un ou les deux pays n'ont pas entrepris de satisfaire à ces demandes, des troupes françaises et britanniques interviendront avec toutes les forces nécessaires», a déclaré Sir Anthony Eden. «L'enjeu est d'une extrême importance, a poursuivi Sir Anthony, et si les hostilités ne sont pas arrêtées rapidement, le libre passage à travers le Canal de Suez sera compromis tandis que les combats pourraient mettre en danger les navires qui transitent. Depuis quelque temps la tension augmente sur les frontières d'Israël, a déclaré Sir Anthony Eden. La force militaire croissante de l'Egypte a suscité des craintes renouvelées aux Israéliens, et les actions du gouvernement égyptien ont encore aggravées. La création d'un commandement unique entre l'Egypte, la Jordanie et la Syrie, et les raids continus effectués par les commandos, raids qui ont eu leur point culminant dans les infiltrations de fedaveens égyptiens dimanche dernier, ont contribué à créer une situation très dangereuse. «Il y a cinq jours, a poursuivi Sir Anthony Eden, de nouvelles ont été reçues selon lesquelles le gouvernement israélien avait pris certaines mesures de mobilisation. Le gouvernement de Sa Majesté a immédiatement donné l'ordre à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Tel-Aviv de faire une enquête auprès du ministre des Affaires Etrangères israélien et de conseiller la modération. Sir Anthony a fait état ensuite de deux réunions des représentants de la déclaration tripartite, les 28 et 29 octobre à Washington. Le chef du gouvernement a ajouté: «Pendant que ces discussions étaient en cours, des nouvelles sont parvenues à Londres selon lesquelles les forces israéliennes avaient franchi la frontière et pénétré profondément en territoire égyptien. Plus tard, de nouveaux rapports ont indiqué que des parachutistes étaient intervenus; il semblerait que l'avant-garde de l'armée israélienne ne soit pas loin de la rive du Canal de Suez. «Le gouvernement britannique et le gouvernement français, a poursuivi M. Eden, se sont mis d'accord afin que tout soit fait pour arrêter les hostilités aussitôt que possible. Les représentants des deux gouvernements aux Nations-Unies ont en conséquence pour instruction d'obtenir avec le représentant des Etats-Unis une réunion immédiate du Conseil de Sécurité, Conseil qui s'est réuni à 16 h. GMT. C'est alors que le Premier ministre britannique a annoncé les mesures décidées en accord avec le gouvernement français. «Je continuerai, a conclu Sir Anthony Eden, à tenir la Chambre au courant du développement des événements.» Sir Anthony Eden a ouvert ensuite le débat sur la situation au M.-O. par une déclaration: «Je n'ai pas d'autres informations à donner à la Chambre, mais il se peut que des nouvelles arrivent durant le débat. Dans ce cas le secrétaire au Foreign Office, qui doit conclure, communiquera les dernières informations à la Chambre.» «Notre intention est de retirer des points stratégiques qu'elles occupent en Egypte», a déclaré le Premier Ministre. «Si les deux gouvernements se plient à nos demandes seule la présence de forces symboliques sera nécessaire. Je crois sincèrement que l'offre que nous avons conjointement faite avec la France aux deux gouvernements a quelque chance d'être acceptée.» Le chef du gouvernement britannique a affirmé également en toute justice que qui était l'agresseur dans la situation actuelle, il fallait tenir compte des facteurs suivants: les menaces des dirigeants égyptiens contre Israël, l'achat par l'Egypte d'armes offensives en grande quantité, la création d'un commandement unique égypto-jordanien-syrien, confié à un général égyptien. LES TRAVAILLISTES DESAPPROUVENT Gaitskell ayant demandé à M. Eden de bien préciser que le gouvernement voulait savoir ce que les citoyens britanniques et que, dès que ce but sera atteint, les forces seront retirées, Sir Anthony répondit qu'il avait employé délibérément le terme «temporaire». Il ajouta: «Nous aurions pu, de l'avis de certains, invoquer d'autres traits, mais c'est ce que je n'ai pas voulu faire. «Nous ne voulons certainement pas maintenir des troupes anglaises un moment de plus qu'il ne le faut pour faire face à cette situation marquée par le véritable danger de combats à travers le Canal de Suez. Les Communes ont approuvé la politique du gouvernement, les Conservateurs votant pour et les Travailleurs contre.

LES DECLARATIONS D'EDEN AUX COMMUNES ET LES CRITIQUES TRAVAILLISTES Londres, (AFP). — Après les conversations qu'il venait d'avoir avec MM. Mollet et Pineau au 10 Downing Street, Sir Anthony Eden a annoncé hier après-midi aux Communes que la Grande-Bretagne et la France avaient envoyé à l'Egypte un ultimatum de 12 heures lui demandant la permission de faire stationner provisoirement des troupes françaises et britanniques à Ismaïlia, à Suez et Port-Saïd. Les gouvernements britannique et français ont d'autre part envoyé hier après-midi des communications à Israël et à l'Egypte leur demandant de retirer leurs troupes respectives à 10 milles de part et d'autre du Canal et de cesser toute activité de combat terrestre, maritime et aérienne. Le même délai de 12 heures a été donné aux gouvernements égyptien et israélien pour répondre à ces dernières communications. «Il a été clairement exprimé au gouvernement d'Egypte et d'Israël que si l'expiration de ce délai, l'un ou les deux pays n'ont pas entrepris de satisfaire à ces demandes, des troupes françaises et britanniques interviendront avec toutes les forces nécessaires», a déclaré Sir Anthony Eden. «L'enjeu est d'une extrême importance, a poursuivi Sir Anthony, et si les hostilités ne sont pas arrêtées rapidement, le libre passage à travers le Canal de Suez sera compromis tandis que les combats pourraient mettre en danger les navires qui transitent. Depuis quelque temps la tension augmente sur les frontières d'Israël, a déclaré Sir Anthony Eden. La force militaire croissante de l'Egypte a suscité des craintes renouvelées aux Israéliens, et les actions du gouvernement égyptien ont encore aggravées. La création d'un commandement unique entre l'Egypte, la Jordanie et la Syrie, et les raids continus effectués par les commandos, raids qui ont eu leur point culminant dans les infiltrations de fedaveens égyptiens dimanche dernier, ont contribué à créer une situation très dangereuse. «Il y a cinq jours, a poursuivi Sir Anthony Eden, de nouvelles ont été reçues selon lesquelles le gouvernement israélien avait pris certaines mesures de mobilisation. Le gouvernement de Sa Majesté a immédiatement donné l'ordre à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Tel-Aviv de faire une enquête auprès du ministre des Affaires Etrangères israélien et de conseiller la modération. Sir Anthony a fait état ensuite de deux réunions des représentants de la déclaration tripartite, les 28 et 29 octobre à Washington. Le chef du gouvernement a ajouté: «Pendant que ces discussions étaient en cours, des nouvelles sont parvenues à Londres selon lesquelles les forces israéliennes avaient franchi la frontière et pénétré profondément en territoire égyptien. Plus tard, de nouveaux rapports ont indiqué que des parachutistes étaient intervenus; il semblerait que l'avant-garde de l'armée israélienne ne soit pas loin de la rive du Canal de Suez. «Le gouvernement britannique et le gouvernement français, a poursuivi M. Eden, se sont mis d'accord afin que tout soit fait pour arrêter les hostilités aussitôt que possible. Les représentants des deux gouvernements aux Nations-Unies ont en conséquence pour instruction d'obtenir avec le représentant des Etats-Unis une réunion immédiate du Conseil de Sécurité, Conseil qui s'est réuni à 16 h. GMT. C'est alors que le Premier ministre britannique a annoncé les mesures décidées en accord avec le gouvernement français. «Je continuerai, a conclu Sir Anthony Eden, à tenir la Chambre au courant du développement des événements.» Sir Anthony Eden a ouvert ensuite le débat sur la situation au M.-O. par une déclaration: «Je n'ai pas d'autres informations à donner à la Chambre, mais il se peut que des nouvelles arrivent durant le débat. Dans ce cas le secrétaire au Foreign Office, qui doit conclure, communiquera les dernières informations à la Chambre.» «Notre intention est de retirer des points stratégiques qu'elles occupent en Egypte», a déclaré le Premier Ministre. «Si les deux gouvernements se plient à nos demandes seule la présence de forces symboliques sera nécessaire. Je crois sincèrement que l'offre que nous avons conjointement faite avec la France aux deux gouvernements a quelque chance d'être acceptée.» Le chef du gouvernement britannique a affirmé également en toute justice que qui était l'agresseur dans la situation actuelle, il fallait tenir compte des facteurs suivants: les menaces des dirigeants égyptiens contre Israël, l'achat par l'Egypte d'armes offensives en grande quantité, la création d'un commandement unique égypto-jordanien-syrien, confié à un général égyptien. LES TRAVAILLISTES DESAPPROUVENT Gaitskell ayant demandé à M. Eden de bien préciser que le gouvernement voulait savoir ce que les citoyens britanniques et que, dès que ce but sera atteint, les forces seront retirées, Sir Anthony répondit qu'il avait employé délibérément le terme «temporaire». Il ajouta: «Nous aurions pu, de l'avis de certains, invoquer d'autres traits, mais c'est ce que je n'ai pas voulu faire. «Nous ne voulons certainement pas maintenir des troupes anglaises un moment de plus qu'il ne le faut pour faire face à cette situation marquée par le véritable danger de combats à travers le Canal de Suez. Les Communes ont approuvé la politique du gouvernement, les Conservateurs votant pour et les Travailleurs contre.

LES DECLARATIONS D'EDEN AUX COMMUNES ET LES CRITIQUES TRAVAILLISTES Londres, (AFP). — Après les conversations qu'il venait d'avoir avec MM. Mollet et Pineau au 10 Downing Street, Sir Anthony Eden a annoncé hier après-midi aux Communes que la Grande-Bretagne et la France avaient envoyé à l'Egypte un ultimatum de 12 heures lui demandant la permission de faire stationner provisoirement des troupes françaises et britanniques à Ismaïlia, à Suez et Port-Saïd. Les gouvernements britannique et français ont d'autre part envoyé hier après-midi des communications à Israël et à l'Egypte leur demandant de retirer leurs troupes respectives à 10 milles de part et d'autre du Canal et de cesser toute activité de combat terrestre, maritime et aérienne. Le même délai de 12 heures a été donné aux gouvernements égyptien et israélien pour répondre à ces dernières communications. «Il a été clairement exprimé au gouvernement d'Egypte et d'Israël que si l'expiration de ce délai, l'un ou les deux pays n'ont pas entrepris de satisfaire à ces demandes, des troupes françaises et britanniques interviendront avec toutes les forces nécessaires», a déclaré Sir Anthony Eden. «L'enjeu est d'une extrême importance, a poursuivi Sir Anthony, et si les hostilités ne sont pas arrêtées rapidement, le libre passage à travers le Canal de Suez sera compromis tandis que les combats pourraient mettre en danger les navires qui transitent. Depuis quelque temps la tension augmente sur les frontières d'Israël, a déclaré Sir Anthony Eden. La force militaire croissante de l'Egypte a suscité des craintes renouvelées aux Israéliens, et les actions du gouvernement égyptien ont encore aggravées. La création d'un commandement unique entre l'Egypte, la Jordanie et la Syrie, et les raids continus effectués par les commandos, raids qui ont eu leur point culminant dans les infiltrations de fedaveens égyptiens dimanche dernier, ont contribué à créer une situation très dangereuse. «Il y a cinq jours, a poursuivi Sir Anthony Eden, de nouvelles ont été reçues selon lesquelles le gouvernement israélien avait pris certaines mesures de mobilisation. Le gouvernement de Sa Majesté a immédiatement donné l'ordre à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Tel-Aviv de faire une enquête auprès du ministre des Affaires Etrangères israélien et de conseiller la modération. Sir Anthony a fait état ensuite de deux réunions des représentants de la déclaration tripartite, les 28 et 29 octobre à Washington. Le chef du gouvernement a ajouté: «Pendant que ces discussions étaient en cours, des nouvelles sont parvenues à Londres selon lesquelles les forces israéliennes avaient franchi la frontière et pénétré profondément en territoire égyptien. Plus tard, de nouveaux rapports ont indiqué que des parachutistes étaient intervenus; il semblerait que l'avant-garde de l'armée israélienne ne soit pas loin de la rive du Canal de Suez. «Le gouvernement britannique et le gouvernement français, a poursuivi M. Eden, se sont mis d'accord afin que tout soit fait pour arrêter les hostilités aussitôt que possible. Les représentants des deux gouvernements aux Nations-Unies ont en conséquence pour instruction d'obtenir avec le représentant des Etats-Unis une réunion immédiate du Conseil de Sécurité, Conseil qui s'est réuni à 16 h. GMT. C'est alors que le Premier ministre britannique a annoncé les mesures décidées en accord avec le gouvernement français. «Je continuerai, a conclu Sir Anthony Eden, à tenir la Chambre au courant du développement des événements.» Sir Anthony Eden a ouvert ensuite le débat sur la situation au M.-O. par une déclaration: «Je n'ai pas d'autres informations à donner à la Chambre, mais il se peut que des nouvelles arrivent durant le débat. Dans ce cas le secrétaire au Foreign Office, qui doit conclure, communiquera les dernières informations à la Chambre.» «Notre intention est de retirer des points stratégiques qu'elles occupent en Egypte», a déclaré le Premier Ministre. «Si les deux gouvernements se plient à nos demandes seule la présence de forces symboliques sera nécessaire. Je crois sincèrement que l'offre que nous avons conjointement faite avec la France aux deux gouvernements a quelque chance d'être acceptée.» Le chef du gouvernement britannique a affirmé également en toute justice que qui était l'agresseur dans la situation actuelle, il fallait tenir compte des facteurs suivants: les menaces des dirigeants égyptiens contre Israël, l'achat par l'Egypte d'armes offensives en grande quantité, la création d'un commandement unique égypto-jordanien-syrien, confié à un général égyptien. LES TRAVAILLISTES DESAPPROUVENT Gaitskell ayant demandé à M. Eden de bien préciser que le gouvernement voulait savoir ce que les citoyens britanniques et que, dès que ce but sera atteint, les forces seront retirées, Sir Anthony répondit qu'il avait employé délibérément le terme «temporaire». Il ajouta: «Nous aurions pu, de l'avis de certains, invoquer d'autres traits, mais c'est ce que je n'ai pas voulu faire. «Nous ne voulons certainement pas maintenir des troupes anglaises un moment de plus qu'il ne le faut pour faire face à cette situation marquée par le véritable danger de combats à travers le Canal de Suez. Les Communes ont approuvé la politique du gouvernement, les Conservateurs votant pour et les Travailleurs contre.

LES DECLARATIONS D'EDEN AUX COMMUNES ET LES CRITIQUES TRAVAILLISTES Londres, (AFP). — Après les conversations qu'il venait d'avoir avec MM. Mollet et Pineau au 10 Downing Street, Sir Anthony Eden a annoncé hier après-midi aux Communes que la Grande-Bretagne et la France avaient envoyé à l'Egypte un ultimatum de 12 heures lui demandant la permission de faire stationner provisoirement des troupes françaises et britanniques à Ismaïlia, à Suez et Port-Saïd. Les gouvernements britannique et français ont d'autre part envoyé hier après-midi des communications à Israël et à l'Egypte leur demandant de retirer leurs troupes respectives à 10 milles de part et d'autre du Canal et de cesser toute activité de combat terrestre, maritime et aérienne. Le même délai de 12 heures a été donné aux gouvernements égyptien et israélien pour répondre à ces dernières communications. «Il a été clairement exprimé au gouvernement d'Egypte et d'Israël que si l'expiration de ce délai, l'un ou les deux pays n'ont pas entrepris de satisfaire à ces demandes, des troupes françaises et britanniques interviendront avec toutes les forces nécessaires», a déclaré Sir Anthony Eden. «L'enjeu est d'une extrême importance, a poursuivi Sir Anthony, et si les hostilités ne sont pas arrêtées rapidement, le libre passage à travers le Canal de Suez sera compromis tandis que les combats pourraient mettre en danger les navires qui transitent. Depuis quelque temps la tension augmente sur les frontières d'Israël, a déclaré Sir Anthony Eden. La force militaire croissante de l'Egypte a suscité des craintes renouvelées aux Israéliens, et les actions du gouvernement égyptien ont encore aggravées. La création d'un commandement unique entre l'Egypte, la Jordanie et la Syrie, et les raids continus effectués par les commandos, raids qui ont eu leur point culminant dans les infiltrations de fedaveens égyptiens dimanche dernier, ont contribué à créer une situation très dangereuse. «Il y a cinq jours, a poursuivi Sir Anthony Eden, de nouvelles ont été reçues selon lesquelles le gouvernement israélien avait pris certaines mesures de mobilisation. Le gouvernement de Sa Majesté a immédiatement donné l'ordre à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Tel-Aviv de faire une enquête auprès du ministre des Affaires Etrangères israélien et de conseiller la modération. Sir Anthony a fait état ensuite de deux réunions des représentants de la déclaration tripartite, les 28 et 29 octobre à Washington. Le chef du gouvernement a ajouté: «Pendant que ces discussions étaient en cours, des nouvelles sont parvenues à Londres selon lesquelles les forces israéliennes avaient franchi la frontière et pénétré profondément en territoire égyptien. Plus tard, de nouveaux rapports ont indiqué que des parachutistes étaient intervenus; il semblerait que l'avant-garde de l'armée israélienne ne soit pas loin de la rive du Canal de Suez. «Le gouvernement britannique et le gouvernement français, a poursuivi M. Eden, se sont mis d'accord afin que tout soit fait pour arrêter les hostilités aussitôt que possible. Les représentants des deux gouvernements aux Nations-Unies ont en conséquence pour instruction d'obtenir avec le représentant des Etats-Unis une réunion immédiate du Conseil de Sécurité, Conseil qui s'est réuni à 16 h. GMT. C'est alors que le Premier ministre britannique a annoncé les mesures décidées en accord avec le gouvernement français. «Je continuerai, a conclu Sir Anthony Eden, à tenir la Chambre au courant du développement des événements.» Sir Anthony Eden a ouvert ensuite le débat sur la situation au M.-O. par une déclaration: «Je n'ai pas d'autres informations à donner à la Chambre, mais il se peut que des nouvelles arrivent durant le débat. Dans ce cas le secrétaire au Foreign Office, qui doit conclure, communiquera les dernières informations à la Chambre.» «Notre intention est de retirer des points stratégiques qu'elles occupent en Egypte», a déclaré le Premier Ministre. «Si les deux gouvernements se plient à nos demandes seule la présence de forces symboliques sera nécessaire. Je crois sincèrement que l'offre que nous avons conjointement faite avec la France aux deux gouvernements a quelque chance d'être acceptée.» Le chef du gouvernement britannique a affirmé également en toute justice que qui était l'agresseur dans la situation actuelle, il fallait tenir compte des facteurs suivants: les menaces des dirigeants égyptiens contre Israël, l'achat par l'Egypte d'armes offensives en grande quantité, la création d'un commandement unique égypto-jordanien-syrien, confié à un général égyptien. LES TRAVAILLISTES DESAPPROUVENT Gaitskell ayant demandé à M. Eden de bien préciser que le gouvernement voulait savoir ce que les citoyens britanniques et que, dès que ce but sera atteint, les forces seront retirées, Sir Anthony répondit qu'il avait employé délibérément le terme «temporaire». Il ajouta: «Nous aurions pu, de l'avis de certains, invoquer d'autres traits, mais c'est ce que je n'ai pas voulu faire. «Nous ne voulons certainement pas maintenir des troupes anglaises un moment de plus qu'il ne le faut pour faire face à cette situation marquée par le véritable danger de combats à travers le Canal de Suez. Les Communes ont approuvé la politique du gouvernement, les Conservateurs votant pour et les Travailleurs contre.

LES DEVOISES Achat Vente P.T. P.T. Dollar U.S. 35.1020 35.1724 Dollar Can. 36.3173 36.3901 Livre Sterling 97.4 97.6 Fr. suisses 8.02735 8.04344 Marks «Alt.» 8.34403 8.36072 Fr. Bel. (100) 69.8574 69.9971 Fr. Franc. (100) 9.935 9.965 Florins o.H.L. 9.145 9.181 Escudos Port. 1.20735 1.21465 Cour. Suéd. 6.74215 6.75563 Cour. Nov. 4.87530 4.88505 Cour. Dan. 5.04038 5.05046 Rupees Ind. 7.298 7.326 Lires It. (100) 5.567 5.579 U.S. Doll. of Account (Japon-Turquie) 34.786 34.872 Lt. (Indonésie) 97.4 97.6

Pour la Bienfaisance A la mémoire du regretté M. Umberto POLZI: Bienfaisance Italienne Claire et Vittorio Giannotti P.T. 200 Casa di Riposo Vittorio Emanuele III Claire et Vittorio Giannotti 200 A la mémoire du regretté M. James SINIGAGLIA: Bienfaisance Italienne M. Ibrahim Rolo 200 Ligue Egyptienne contre la Tuberculose M. et Mme Max I. Rolo 200 A